Gouvernement du Québec
Ministère du Conseil exécutif
Office de planification et de développement du Québec

Situation socio-économique de la Côte-Nord

Bilan 1982-1983

mars 1984

Québec

SITUATION SOCIO-ÉCONOMIQUE

DE LA COTE-NORD

BILAN 1982-1983

par Henri-Claude Joseph

Gouvernement du Québec
Office de planification et de
développement du Québec

Québec, avril 1984

Québec

PRODUCTION:

Support technique :	OPDQ Côte-Nord, avec la collaboration du groupe d'étude régionale de l'OPDQ.
Cartes et graphiques	Service de la cartographie.
Révision et édition :	Service des communications.
Impression :	Service des impressions en régie Ministère des Communications.

Dépôt légal - 1er trimestre 1984
Bibliothèque nationale du Québec

ISBN 2-550-10870-1

TABLE DES MATIÈRES

Pages

TABLE DES MATIÈRES III

LISTE DES TABLEAUX IV

LISTE DES CARTES ET DES GRAPHIQUES VI

INTRODUCTION 1

CHAPITRE 1. APERÇU DE L'ÉVOLUTION DE QUELQUES INDICATEURS MACRO-ÉCONOMIQUES EN RÉGION 2

CHAPITRE 2. ÉTAT DE L'ÉVOLUTION DES ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES 9

2.1 Secteur primaire 9

2 1.1 Agriculture 9
2.1.2 Forêt 13
2.1.3 Pêches 16
2.1.4 Mines 25

2.2 Secteur secondaire 32

2.2.1 Industries manufacturières 32
2.2.2 Construction 35

2.3 Secteur tertiaire 38

2.3.1 Transports 38
2.3.2 Communications 39
2.3.3 Tertiaire public 41

- éducation 41
- paiements de transferts 44
- santé 46
- administration publique 47

2.3.4 Commerces 48
2.3.5 Tourisme 49
2.3.6 Loisirs et culture 50

CHAPITRE 3. DYNAMISME DU MILIEU 52

CONCLUSION ET PERSPECTIVES 55

LISTE DES TABLEAUX

Nos		Pages
	CHAPITRE 1	
1.	Dépenses en immobilisations et en réparations, par secteur d'activité - régions administratives de la Côte-Nord et du Nouveau-Québec, 1980-1982	6
2.	Investissements du secteur public selon ses principales composantes - Côte-Nord	8
	CHAPITRE 2	
3.	Nombre de producteurs agricoles actifs par municipalité	11
4.	Volume des coupes annuelles et autorisées et mouvements interrégionaux de copeaux et de bois brut 1976-1981	13
5.	Taux d'utilisation de la forêt nord-côtière selon le mode de tenure, 1980-1981	14
6.	Voirie forestière - Région Côte-Nord, 1981-1982	16
7.	Débarquements de poissons, mollusques et crustacés sur la Côte-Nord, 1979 à 1982	19
8.	Répartition des pêcheurs selon leur pêche principale, 1979	20
9.	Répartition des embarcations selon leur longueur par district et sous-district, 1980	21
10.	Répartition de l'aide financière provinciale par programme, 1979-1981	24
11.	Production minérale de la Côte-Nord, 1978-1982	26
12.	Investissements dans la production minérale de la Côte-Nord - exprimés en dollars courants, 1972-1982	28
13.	Investissements dans la production minérale de la Côte-Nord - exprimés en dollars constants, 1972-1982	29
14.	Statistiques manufacturières - Côte-Nord/Nouveau-Québec, 1979	34
15.	Chantiers de construction régionaux, de valeur supérieure à cinq millions de dollars	36

Nos	CHAPITRE 2 (suite)	Pages
16.	Clientèle scolaire précollégiale - statistiques effectives au 30 septembre 1982	42
17.	Taux de scolarisation pour la clientèle scolaire entre 15 et 20 ans	43
18.	Aide sociale, Côte-Nord, 1981 à 1983	45

Page

LISTE DES CARTES ET DES GRAPHIQUES

Évolution de l'emploi, Côte-Nord et Nouveau-Québec 2A

Évolution du taux de chômage, Côte-Nord et Nouveau-Québec 2B

Limites des MRC de la Côte-Nord 51A

Les activités économiques spécifiques des zones de la région Côte-Nord 54A

I N T R O D U C T I O N

Ce document est le fruit d'une collaboration soutenue de l'OPDQ, des ministères et autres organismes publics pour recueillir et mettre à jour des données statistiques essentielles à l'établissement d'un bilan socio-économique de la Côte-Nord. Le but de ce bilan 1982 est de présenter un portrait général du développement socio-économique actuel de la région en fournissant des renseignements statistiques fondamentaux et des informations de nature descriptive ou quelquefois analytique. Une telle mise à jour de variables socio-économiques régionales donne ainsi accès à une documentation relativement fiable, éclairante et fort utile pour une formulation articulée de priorités de développement de la Côte-Nord.

Ce texte est composé essentiellement de trois chapitres:

- le premier donne une lecture générale de quelques indicateurs macro-économiques régionaux (population, revenu, investissement, etc.);

- le deuxième fait état de la situation économique proprement dite, via les trois grands secteurs d'activités économiques:

  - secteur primaire: agriculture, forêt, pêches et mines

  - secteur secondaire: industries manufacturières et construction

  - secteur tertiaire: transport, communications, éducation, santé, commerces, tourisme, loisirs, culture, etc.;

- le troisième chapitre traite de la vigueur du dynamisme régional à travers les organismes du milieu et la création locale d'entreprises.

C H A P I T R E 1

APERÇU DE L'ÉVOLUTION DE QUELQUES INDICATEURS MACRO-ÉCONOMIQUES EN RÉGION

La région administrative de la Côte-Nord comprend tout le territoire situé entre l'embouchure de la rivière Saguenay et la frontière Québec-Labrador, y compris l'île d'Anticosti. Elle s'étend vers le nord jusqu'aux limites de la région administrative du Nouveau-Québec mais en incluant Schefferville(1).

D'une superficie de 196 428 km^2, sa population est estimée, en 1981, à 117 878 habitants soit une diminution de 1,08% par rapport à 1976 (119 165 habitants) due principalement à la baisse démographique importante survenue à Schefferville (3 429 personnes en 1976 contre 1 997 en 1981). Quelques recencements municipaux récents indiquent que la population de la Côte-Nord en 1983 ne dépasse pas 114 000 habitants montrant ainsi une diminution de plus de 3% en moins de deux ans consécutive au marasme de l'industrie du fer affectant les villes de Sept-Iles, Port-Cartier et les villes nordiques (en excluant sa population autochtone, Schefferville est passée de 1 997 habitants à environ 300, soit une perte de 85% de sa population). La population nord-côtière de 15 ans et plus(2), de 90 000 personnes en 1980 et de 94 000 en 1981 tombe à 71 000 en 1983 et la population active passe dans le même temps de 55 000 à 53 000 et à 45 000 individus en septembre 1983. Le nombre d'emplois, 48 000 au début de 1981, a baissé à 45 000 au début de 1982 et à 40 000 en septembre 1983, donnant donc 7 000 personnes en chômage au commencement de 1981, 8 000 au début de 1982 et 5 000 en septembre 1983. Il s'agit là d'une perte de 8 000 emplois en moins de trois ans, soit plus de 2 600 emplois en moyenne perdus par année dans cette région-ressource où le taux de chômage est de 11,4% (statistiques de septembre 1983) après avoir été de 16,67% en 1982 et de 15,1% en 1981 Face à la baisse du nombre d'emplois

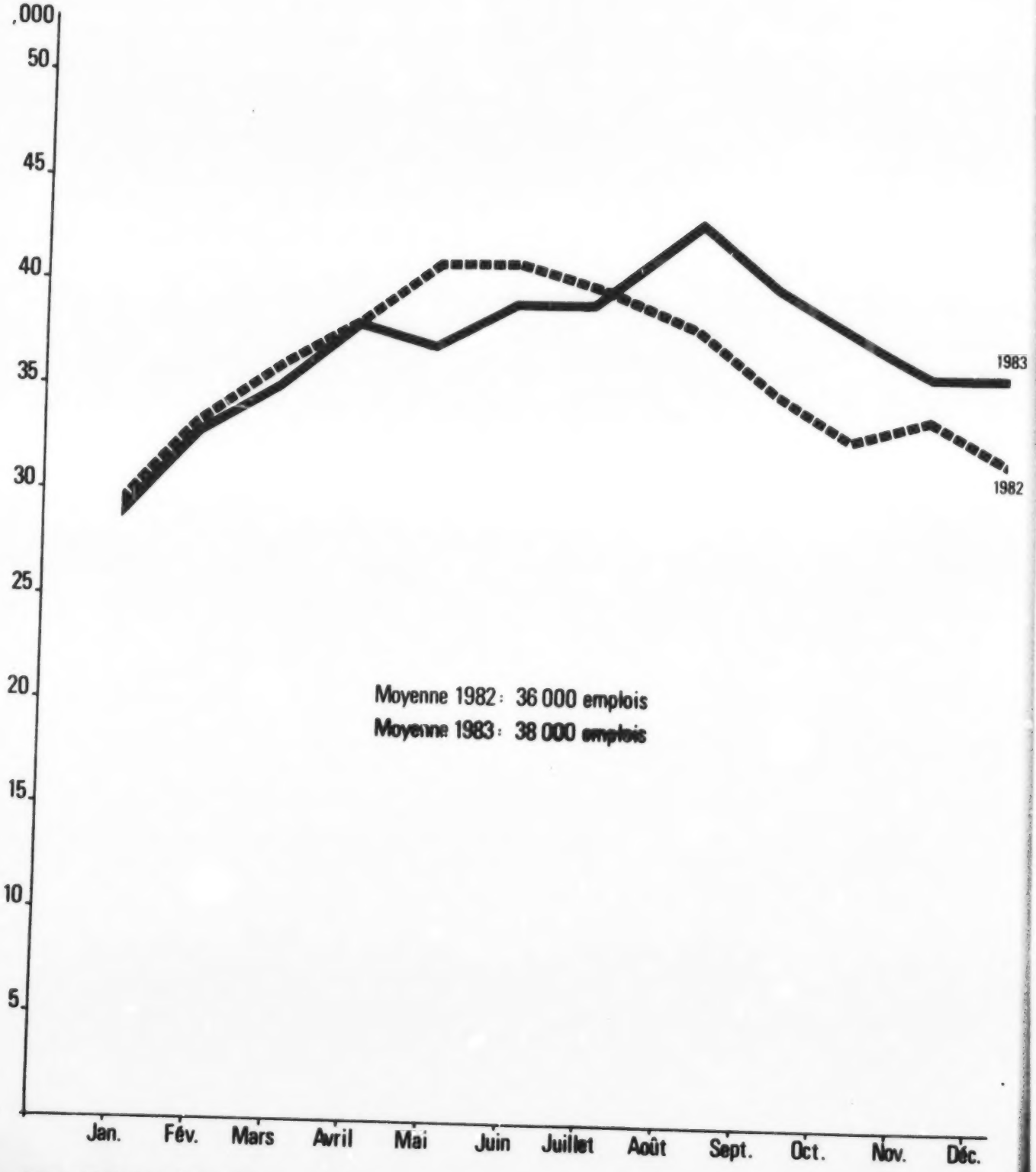
(1) Le lecteur trouvera à la page 51A une carte montrant les limites des territoires municipalisés et des municipalités régionales de comté de la Côte-Nord.

(2) A l'exception de la population totale, toutes les données sur la population de 15 ans et plus, la population active, le chômage et l'emploi concernent la Côte-Nord et le Nouveau-Québec.

ÉVOLUTION DE L'EMPLOI

Côte-Nord et Nouveau-Québec

1982 et 1983

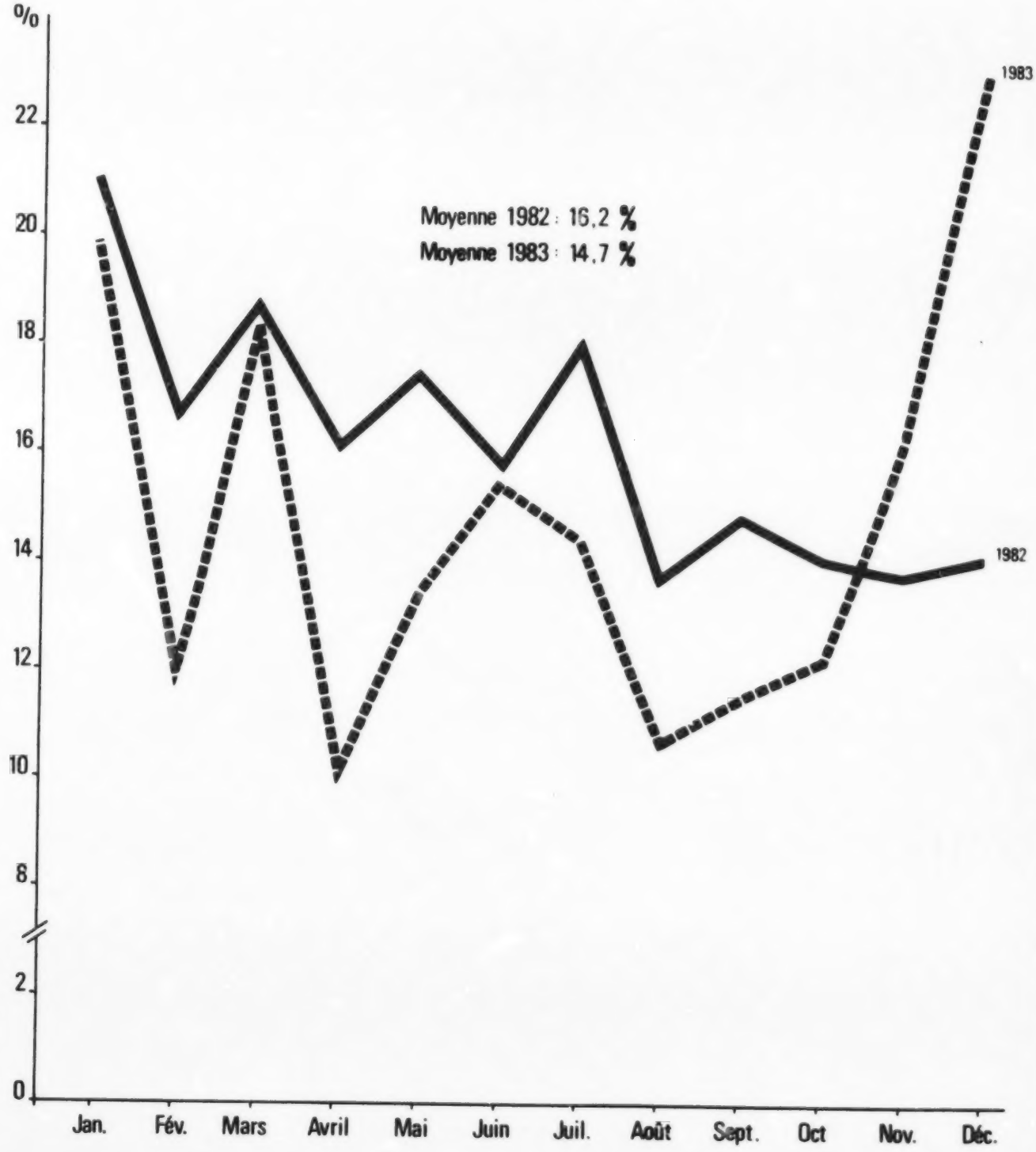


Moyenne 1982 : 36 000 emplois

Moyenne 1983 : 38 000 emplois

Source : Statistique Canada, 1983, cat. 71-001

EVOLUTION DU TAUX DE CHOMAGE
Côte - Nord et Nouveau - Québec
1982 et 1983



Source : Statistique Canada, 1983, cat. 71-001

créés depuis 1981, la diminution du taux de chômage en 1983 s'explique largement par la baisse de la population active régionale, consécutive à l'exode de nombreux ménages nord-côtiers.

Sur le plan des revenus, comme pour les années antérieures, le revenu per capita de la Côte-Nord et du Nouveau-Québec continue, en 1982, d'être supérieur à la moyenne québécoise. Pour 1980 et 1981, la région a eu un revenu per capita de 8 213 $ et 9 012 $ contre 7 343 $ et 8 087 $ pour le Québec, soit 11,8% de plus que le revenu québécois per capita pour l'année 1980 et 11,4% pour 1981. En 1982, le revenu moyen disponible est de 9 977 $ sur la Côte-Nord comparativement à 8 869 $ pour le Québec (à Baie-Comeau et Sept-Iles, 11 195 $ et 11 464 $ respectivement).

Quant aux investissements(1) en 1981 et 1982, ils ont été pour la Côte-Nord et le Nouveau-Québec d'environ 2,2 et 2,1 milliards d'immobilisations et réparations de machines, équipement et bâtisses, soit le troisième en importance dans l'ensemble des investissements québécois après Montréal et Québec. Cependant, une fois retranché le 1,57 milliard consacré en 1982 à la mise en valeur de l'énergie électrique dont 1,48 milliard au Nouveau-Québec, les investissements sur la Côte-Nord prennent des proportions bien modestes se chiffrant à 543,2 M$ en 1982 contre 518,3 M$ en 1981 dont 295,7 M$ et 325,6 M$ par le secteur privé en 1982 et 1981 respectivement.

Le secteur primaire domine les autres secteurs d'activités économiques quant aux dépenses d'investissements dans la région. Avec environ 207 et 209 M$ en 1981 et 1982, ce secteur à lui seul contribue pour quelque 40% des investissements totaux régionaux. Cette contribution repose essentiellement sur deux sous-secteurs: la forêt et les mines (précisément de fer), pour lesquels les investissements réalisés sont évalués à 203 et 204,5 M$ en 1981 et 1982.

(1) Les données statistiques 1982 relatives aux investissements sont des estimations du BSQ.

Du côté du secteur secondaire (5% et 9% des investissements totaux régionaux en 1981 et 1982), on ne saurait ne pas signaler cette poussée intéressante de ses dépenses qui sont passées de 17,9 M$ en 1980 à 48,2 M$ en 1982. Cette poussée est d'autant plus digne d'intérêt qu'elle s'est répercutée sur tous les sous-secteurs régionaux de transformation à l'exception de celui des aliments et boissons. Toutefois, l'impact n'a pas eu la même force à l'intérieur même des deux principaux groupes manufacturiers régionaux: "Papiers et industries connexes" et "Première transformation des métaux et produits métalliques". En effet, de 1979 à 1982, la part du groupe "Papiers et industries connexes" dans les investissements manufacturiers régionaux est passée de 70% en 1979 à 54% en 1980, 48% en 1981 et 36% en 1982. Pendant ce temps, la part du groupe "Première transformation des métaux et produits métalliques" est allée de 17% en 1979 à 29% en 1980, 42% en 1981 et 52% en 1982.

Ainsi les investissements pour la transformation dans le secteur forestier, jusqu'ici secteur fort sur la Côte-Nord, vont, en termes relatifs, de façon décroissante tandis que ceux qui sont consentis pour la transformation des métaux se font de façon croissante. Il y a donc là matière à réflexion pour tous ceux qui se penchent sur le développement économique de la Côte-Nord, car sur les vingt groupes manufacturiers de l'économie québécoise ces deux groupes sont les plus déterminants dans l'économie manufacturière régionale tant par le nombre d'emplois que par le volume des investissements. Il en ressort que parallèlement à la croissance du groupe "Première transformation des métaux", la trajectoire descendante du groupe "Papiers et industries connexes" doit être corrigée par des interventions appropriées (réseau de scieries, remise en marche des installations de Rayonier-Québec, etc.) afin d'optimiser l'exploitation de la ressource forestière régionale car la Côte-Nord est la seule région au Québec assurée pour plusieurs années d'un potentiel forestier global prometteur (en dépit de quelques distorsions locales).

Enfin, on retiendra des investissements publics sur la Côte-Nord les données suivantes:

ministère des Transports du Québec: 10,6 M$ sur les 18 M$ de l'administration publique provinciale

ministère des Transports du Canada: 11,7 M$ sur les 14,2 M$ de l'administration publique fédérale

Hydro-Québec: 60,9 M$ sur les 91,3 M$ des entreprises publiques provinciales.

Les tableaux 1 et 2 complètent les informations de ce chapitre.

TABLEAU 1

Dépenses en immobilisations et en réparations, par secteur d'activité, régions administratives de la Côte-Nord et du Nouveau-Québec, 1980-1982

Secteur d'activité	Année	IMMOBILISATIONS			RÉPARATIONS			TOTAL
		Construction	Machines et équipement	Total	Construction	Machines et équipement	Total	
					'000 $			
Secteur primaire et construction								
Agriculture, chasse et pêche	1980	96	2 208	2 304	32	304	336	2 640
	1981	160	736	896	160	576	736	1 632
	1982	160	816	976	176	640	816	1 792
Forêts et mines	1980	79 238	32 868	112 106	24 373	126 251	150 624	262 730
	1981	71 038	32 247	103 285	9 335	90 363	99 698	202 983
	1982	63 958	31 637	95 595	11 032	97 855	108 887	204 482
Industrie de la construction	1980	434	2 285	2 719	59	1 745	1 804	4 523
	1981	244	1 276	1 520	34	975	1 009	2 529
	1982	255	1 335	1 590	35	1 020	1 055	2 645
Total	1980	79 768	37 361	117 129	24 464	128 300	152 764	269 893
	1981	71 442	34 259	105 701	9 529	91 914	101 443	207 144
	1982	64 373	33 788	98 161	11 243	99 515	110 758	208 919
Secteur secondaire								
Aliments, boissons et tabac (groupes 1,2)	1980	3	152	155	33	75	108	263
	1981	---	64	64	25	146	171	235
	1982	---	46	46	32	140	172	218
Papier, impression et industries connexes (groupes 10,11)	1980	149	7 129	7 278	329	1 992	2 321	9 599
	1981	---	6 512	6 512	121	5 035	5 156	11 668
	1982	---	11 648	11 648	122	5 733	5 855	17 503
Première transformation des métaux, produits métalliques, machines et matériels (groupes 12-16)	1980	216	4 246	4 462	283	405	688	5 150
	1981	392	2 459	2 851	598	6 682	7 280	10 131
	1982	1 412	13 651	15 063	144	9 913	10 057	25 120
Caoutchouc, pétrole et industrie chimique (groupe 3, 18, 19)	1980	---	2	2	7	5	12	14
	1981	---	23	23	8	5	13	36
	1982	---	17	17	9	7	16	33
Autres industries et biens de capital imputés aux dépenses d'exploitation	1980	39	1 878	1 917	14	1 019	1 033	2 950
	1981	---	1 546	1 546	7	791	798	2 344
	1982	---	4 554	4 554	6	791	797	5 351
Total	1980	407	13 407	13 814	666	3 496	4 162	17 976
	1981	392	10 604	10 996	759	12 659	13 418	24 414
	1982	1 412	29 916	31 328	313	16 584	16 897	48 225

TABLEAU 1 (suite)

Dépenses en immobilisations et en réparations, par secteur d'activité, régions administratives de la Côte-Nord et du Nouveau-Québec, 1980-1982

Secteur d'activité	Année	IMMOBILISATONS			RÉPARATIONS			TOTAL
		Construction	Machines et équipement	Total	Construction	Machines et équipement	Total	
					'000 $			
Secteur tertiaire								
Services d'utilité publique								
Transports	1980	9 626	10 292	19 918	13 674	24 659	38 333	58 251
	1981	6 262	6 278	12 540	18 496	20 256	38 752	51 292
	1982	5 991	3 291	9 282	20 125	23 845	43 970	53 252
Communications	1980	4 736	9 119	13 855	1 002	4 364	5 366	19 221
	1981	5 122	9 551	14 673	1 183	4 920	6 103	20 776
	1982	6 032	10 285	16 317	1 427	5 881	7 308	23 625
Énergie électrique, autres services d'utilité publique	1980	1 357 467	377 648	1 735 115	24 948	17 144	42 092	1 777 207
	1981	1 312 484	363 698	1 676 182	37 303	23 930	61 233	1 737 415
	1982	1 217 698	360 636	1 578 334	41 225	32 049	73 274	1 651 608
Somme partielle	1980	1 371 829	397 059	1 768 888	39 624	46 167	85 791	1 854 679
	1981	1 323 868	379 527	1 703 395	56 982	49 106	106 088	1 809 483
	1982	1 229 721	374 212	1 603 933	62 777	61 775	124 552	1 728 485
Commerce	1980	449	1 375	1 824	256	390	646	2 470
	1981	397	1 506	1 903	240	365	605	2 508
	1982	552	1 453	2 005	238	372	610	2 615
Finances, assurances et affaires immobilières	1980	1 524	391	1 915	350	217	567	2 482
	1981	1 149	485	1 634	320	185	505	2 139
	1982	1 246	693	1 939	362	194	556	2 495
Services personnels, commerciaux et services divers	1980	1 326	13 389	14 715	177	1 779	1 956	16 671
	1981	1 625	12 744	14 369	219	1 782	2 001	16 370
	1982	1 655	12 401	14 056	234	2 037	2 271	16 327
Institutions, ministères et autres organismes gouvernementaux	1980	78 016	11 477	89 493	12 172	4 509	16 681	106 174
	1981	83 664	7 883	91 547	14 778	2 011	16 789	108 336
	1982	59 298	5 683	64 981	10 808	2 126	12 934	77 915
Habitation	1980	13 772	---	13 772	5 494	---	5 494	19 266
	1981	13 131	---	13 131	5 043	---	5 043	18 174
	1982	12 226	---	12 226	5 561	---	5 561	17 787
Total	1980	1 466 916	423 691	1 890 607	58 073	53 062	111 135	2 001 742
	1981	1 423 834	402 145	1 825 979	77 582	53 449	131 031	1 957 010
	1982	1 304 698	394 442	1 699 140	79 980	66 504	146 484	1 845 624
Total général	1980	1 547 091	474 459	2 021 550	93 203	184 858	268 061	2 289 611
	1981	1 495 668	447 008	1 942 676	87 870	158 022	245 892	2 188 568
	1982	1 370 483	458 146	1 828 629	91 536	182 603	274 139	2 102 768

TABLEAU 2

Investissements du secteur public, Côte-Nord, 1980-1982

Secteur d'activité	Année	IMMOBILISATONS			RÉPARATIONS			TOTAL
		Construction	Machines et équipement	Total	Construction	Machines et équipement	Total	
					'000 $			
Administrations publiques (toutes)	1980	63 350	9 936	73 286	8 546	1 781	10 327	83 613
	1981	64 379	5 454	69 833	10 764	1 233	11 997	81 830
	1982	50 512	4 641	55 153	7 563	1 397	8 960	64 113
Municipale (1)	1980	34 253	3 106	37 359	1 940	232	2 172	39 531
	1981	23 891	366	24 257	1 370	25	1 395	25 652
	1982	20 285	269	20 554	1 482	43	1 525	22 079
Provinciale	1980	15 546	727	16 273	2 511	531	3 042	19 315
	1981	19 877	641	20 518	2 173	562	2 735	23 253
	1982	15 598	516	16 114	2 365	532	2 897	19 011
Fédérale	1980	1 096	4 446	5 542	423	294	717	6 259
	1981	6 253	1 747	8 000	3 713	146	3 859	11 859
	1982	6 782	1 187	7 969	2 032	85	2 115	10 084
Scolaire (2)	1980	3 270	435	3 705	567	150	717	4 422
	1981	1 334	758	2 092	1 699	120	1 819	3 911
	1982	1 680	1 248	2 928	1 104	132	1 236	4 164
CEGEP	1980	3 566	252	3 818	1 217	56	1 273	5 091
	1981	2 157	651	2 808	1 521	68	1 589	4 397
	1982	259	168	427	121	21	142	569
Hôpitaux	1980	2 358	791	3 149	1 378	153	1 531	4 680
	1981	7 292	731	8 023	158	91	249	8 272
	1982	4 116	855	4 971	141	90	231	5 202
Autres institutions de santé et de services sociaux	1980	460	179	639	510	60	570	1 209
	1981	2 140	207	2 347	130	98	228	2 575
	1982	1 394	284	1 678	318	103	421	2 099
Fonds spéciaux (3)	1980	2 801	---	2 801	---	305	305	3 106
	1981	1 435	353	1 788		123	123	1 911
	1982	398	114	512	---	393	393	905
Entreprises publiques (toutes)	1980	47 081	19 531	66 612	3 491	22 933	26 424	93 036
	1981	80 426	22 944	103 370	10 340	27 107	37 447	140 817
	1982	87 578	26 859	114 437	12 775	26 269	39 044	153 481
Provinciales	1980	46 730	19 199	65 929	3 300	22 875	26 175	92 104
	1981	79 984	22 944	102 928	10 146	27 093	37 239	140 167
	1982	87 168	26 859	114 027	12 538	26 254	38 792	152 819

Source: Investissements privés et publics au Québec, 1980-1982, BSQ

(1) Les réserves indiennes et les territoires non organisés sont exclus.
(2) Ce tableau comprend les investissements des commissions scolaires, i.e. de l'ensemble des écoles élémentaires et secondaires régionales.
(3) Par fonds spéciaux, on entend en général: la Société d'habitation du Québec, la Commission de la santé et de la sécurité du travail du Québec, la Commission des normes du travail, la Curatelle publique, l'Office de la construction du Québec, l'Office de la langue française, l'Office de planification et de développement du Québec, l'Office de radiotélédiffusion du Québec, la Régie de l'assurance-automobile, la Régie de l'assurance-maladie, la Régie de l'assurance-récolte, la Régie des loyers, la Régie des rentes du Québec, la Société de récupération, d'exploitation et de développement forestiers du Québec, la Société des traversiers du Québec, etc.

CHAPITRE 2

ÉTAT DE L'ÉVOLUTION DES ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES

2.1 SECTEUR PRIMAIRE

2.1.1 Agriculture

A) Utilisation des terres, types de production et nombre d'agriculteurs:

La Côte-Nord se caractérise dans l'ensemble par la rareté de bons sols agricoles concentrés en quelques bassins relativement restreints. On y compte 6 075 ha en culture: 25% sur des sols de bons potentiels, 31% sur des sols d'un potentiel moyen et 44% sur des sols d'un potentiel faible. Ces surfaces, localisées à plus de 85% dans les municipalités de Sacré-Coeur, Tadoussac, Bergeronnes, Sainte-Thérèse de Colombier, Pointe-aux-Outardes, Ragueneau et Saint-Paul du Nord servent principalement aux grandes cultures, i.e. céréales, foins et pâturages qui occupaient 5 897 ha en 1979-1980. Puis viennent:

- l'horticulture: avec 43 ha de légumes cultivés par 22 horticulteurs comme production de plein champ en 1979-1980 et 6 038 m^2 pour la production des 14 serristes

- la production de pommes de terre:
  19 agriculteurs s'occupaient en 1980 de 140 ha dont 56 à Moisie et 42 à Pointe-aux-Outardes

- la production de bleuets:
  dont la cueillette a doublé en 1979-1980 pour se situer à 460 000 kg

A côté de ces productions végétales se développent certaines productions animales comme

- la production de 907 794 kg de lait en 1980 avec 250 vaches de 9 fermes laitières

- l'élevage de bovins de boucherie avec un cheptel estimé à 1 200 vaches en 1980 pour 34 éleveurs

- l'élevage porcin avec 14 éleveurs gardant 151 truies et 2 820 porcs engraissés. Dans la région, on ne trouve qu'un seul éleveur porcin important: il opérait en 1980 à Forestville avec 65 truies et 1 300 porcs engraissés

- l'aviculture avec 5 000 pondeuses auxquelles s'ajoutait en 1980 l'élevage de quelques dizaines d'oies

- et finalement quelques visonnières localisées à Sacré-Coeur, Port-Cartier Clarke City et Sept-Iles.

Il existe donc sur la Côte-Nord une agriculture qui a dépassé le stade de l'agriculture d'appoint et qui se développe de plus en plus. De 1976 à 1980, le nombre de producteurs agricoles actifs est passé de 103 à 137 (tableau 3), augmentation appréciable due à l'implantation de nouvelles fermes d'horticulture, d'élevage bovin et aussi à une meilleure information diffusée par le bureau régional d'agriculture dans toutes les communautés de la Côte-Nord.

TABLEAU 3

NOMBRE DE PRODUCTEURS AGRICOLES ACTIFS PAR MUNICIPALITÉ*

Municipalité	1976	1980
Baie-Trinité	--	1
Bergeronnes	21	17
Colombier	12	18
Escoumins	3	6
Forestville	3	8
Hauterive	1	3
Pointe-aux-Outardes	5	9
Pointe-Lebel	--	6
Ragueneau et Ruisseau Vert	8	16
Sacré-Coeur	35	34
Sept-Iles	2	5
Saint-Paul du Nord	6	9
Tadoussac	7	5
TOTAL:	103	137

*Source: Bureau régional du MAPA

B) Valeur des ventes de produits agricoles, investissements et dépenses gouvernementales dans notre région

De 1971 à 1981, la valeur moyenne de production par ferme sur la Côte-Nord est passée de 4 909 $ à 17 083 $ et la valeur de production par acre* de 18 $ à 65 $. On estimait la valeur totale des produits agricoles vendus à 584 200 $ en 1971, à 1 300 000 $ en 1976 et à 2 050 000 $ en 1981.

* 1'acre = 0.4047 ha

Durant trois ans (1977-1980), il s'est exécuté 60 constructions ou réfections de bâtiments agricoles dans des formes aussi diverses que les transformations d'étables, les remises à machinerie, les entrepôts, etc.

Le nombre de prêts agricoles, relativement faible avant 1979, connaît depuis une certaine hausse. En effet, sept prêts totalisant 489 500 $ ont été consentis en 1979 aux producteurs régionaux principalement de Sacré-Coeur (202 000 $) Sept-Iles (230 000 $), Ragueneau et Bergeronnes. En 1980-1981, les dépenses du MAPA en région ont été évaluées à 1 385 500 $, dont 855 500 $ en prêts agricoles, 146 035 $ pour la relance et le reste sous forme de subventions pour drainage souterrain, travaux mécanisés, engrais chimiques, épandage de chaux, etc.

Dans l'ensemble, les perspectives de développements agricoles sur la Côte-Nord sont bonnes. Même si l'on s'attend à quelques faillites de visonnières si aucune reprise ne se produit au début de 1984 sur ce marché déprimé depuis plus de deux ans, l'aboutissement positif de plusieurs litiges relatifs au zonage agricole de plusieurs territoires permettra la reprise de plusieurs travaux de capitalisation pour une croissance agricole axée sur:

- l'augmentation marquée de la production de viande bovine
- la consolidation de la production laitière
- le développement rationnel de l'élevage du vison
- l'intensification des grandes cultures
- la hausse sensible des surfaces en horticulture de plein champ et sous serres
- l'augmentation des surfaces en pommes de terre.

2.1.2 Forêt

A) Volume des coupes et mouvement de bois

La région de la Côte-Nord, la plus grande des régions québécoises après le Nouveau-Québec, a un domaine forestier d'une superficie de 226 473 km^2 dont 220 583 km^2 de forêt publique et 1 875 km^2 de forêt privée, mais avec une superficie de forêt productive de 131 638 km^2 pour une possibilité annuelle de coupe d'environ 40 m^3/km^2. La possibilité annuelle de coupe totale est de 5 279 000 m^3 ou 30 m^3/km^2 pour la forêt publique et de 171 056 m^3 ou 91 m^3/km^2 en forêt privée. Après avoir atteint plus de 3 millions de m^3 en 1974-1975, le volume des coupes annuelles est tombé à 1,6 million en 1980-1981, dont environ la moitié a été expédiée à Québec selon les chiffres du tableau suivant.

TABLEAU 4

VOLUME DES COUPES ANNUELLES ET AUTORISÉES ET MOUVEMENTS INTERRÉGIONAUX DE COPEAUX ET DE BOIS BRUT*, 1976-1981

Année	Coupes autorisées (m^3)	Coupes annuelles (m^3)	Volume de bois brut expédié (m^3)	Volume de copeaux expédié (t.m.a.)
1976-1977	3 027 491,6	2 074 219	---	---
1977-1978	3 046 524,2	2 352 436.7	658 400	3 368
1978-1979	3 632 560	2 281 642.2	668 641	---
1979-1980	2 842 118	2 520 015	841 805	1 576
1980-1981	2 842 118	1 604 636	797 500	12 465

* Source: MER

Les expéditions de bois brut de la Côte-Nord se font vers la région 03 et celles de copeaux vers la région 02.

L'épinette et le sapin restent de loin les essences les plus exploitées dans la région en 1980-1981 avec un volume de 1 579 598 m^3 coupés, soit 98,5% du volume total de coupes pour l'année. 1 096 757 m^3 ont servi à la fabrication de la pâte contre 477 921 m^3 pour le sciage, comme en témoigne le tableau relatif au taux d'utilisation de la forêt de la Côte-Nord selon le mode de tenure.

TABLEAU 5

TAUX D'UTILISATION DE LA FORÊT NORD-CÔTIÈRE SELON LE MODE DE TENURE, 1980-1981*

	PÂTE	SCIAGE		AUTRES		TOTAL	
	résineux	résineux	feuillus	résineux	feuillus	résineux	feuillus
	mètres cubes						
Forêts domaniales	175 830	452 962	237	95	566	628 887	803
Concessions	920 914	22 019	888	576	2 701	943 509	3 589
Terrains vagues	13	---	---	---	---	13	---
Domestiques	---	2 940	15	3 604	21 276	6 544	21 291
TOTAL	1 096 757	477 921	1 140	4 275	24 453	1 578 953	25 683

*Source: MER

B) Nombre d'emplois et dépenses gouvernementales en région

Les dépenses publiques relatives à la ressource forestière régionale se sont élevées pour l'année 1981-1982 à environ trois millions de dollars dont plus de 2,5 millions affectés aux travaux de voirie forestière et quelque 300 000 $ réservés aux divers autres éléments de programme composant le budget de fonctionnement du ministère. On doit retenir de ce budget les 50 000 $ d'ouvrages sylvicoles et 87 300 $ de travaux de reboisement qui, avec 2,6 millions à la voirie forestière (tableau 5), sont susceptibles de donner un plus grand accès à la ressource et d'augmenter par conséquent les possibilités effectives de coupe. Cette accessibilité est d'autant plus importante que la coupe forestière constitue la seule activité économique motrice pour toute la zone de Tadoussac à Sainte-Thérèse de Colombier, bien avant les activités touristiques. A lui seul, le secteur forestier primaire fournissait en 1981 un nombre d'emplois évalué à 1 776 personnes/année, emplois surtout localisés dans la portion de territoire s'étendant des Escoumins à Baie-Comeau, soit les territoires de coupe des compagnies Reed Paper ltée, Produits forestiers du Saguenay, la coopérative de l'Unité de gestion 91, la Scierie des Outardes et Québec North Shore.

TABLEAU 6

VOIRIE FORESTIÈRE
RÉGION CÔTE-NORD 1981-1982*

UTILISATEURS	MONTANT TOTAL NÉGOCIÉ	UNITÉ DE GESTION
Produits forestiers du Saguenay	556 500	91
Coopérative U.G. 91	465 300	91
Reed	3 035 000	92
Coopérative forestière Colombier	130 000	92
Scierie des Outardes	1 066 900	93
TOTAL: (la participation du gouvernement couvre 50% du total)	5 253 700	

*Source: Bureau régional du MER

2.1.3 Pêches

A) Volume et valeur des captures, nombre de pêcheurs et flotte de pêche

En 1982, les débarquements de poissons, mollusques et crustacés sur la Côte-Nord se sont élevés à 15 000 tonnes pour une valeur de 8,6 M$ après avoir été en 1979 de 9 050 tonnes pour 4,7 M$, de 11 700 tonnes

en 1980 pour 6,2 M$ et de 13 200 tonnes en 1981 pour 7,1 M$. C'est une augmentation de 6 000 tonnes en quatre ans ce qui fait ainsi passer les débarquements de poissons sur la Côte-Nord de 13% du volume total québécois en 1979 à 19% en 1982.

La morue, la crevette, le hareng, le crabe, le saumon et le pétoncle constituaient généralement les espèces principales dont la vente assurait aux pêcheurs de la Côte-Nord environ 90% de leurs revenus. Depuis 1981 et surtout en 1982 tant par le volume pêché que par les revenus recueillis, on voit une baisse importante pour certaines espèces tels par exemple le saumon et particulièrement le pétoncle dont la diminution de prises a été de plus de 80% de 1981 à 1982. Par contre dans la pêche des autres principales espèces, le rythme de croissance a été ou relativement élevé (72% pour la morue de 1979 à 1982) ou fort élevé (117% pour le volume de hareng pêché de 1979 à 1982) ou vraiment fulgurant (486 tonnes de crabes en 1979, 959 en 1981 et 2 347 en 1982, soit plus de 380% d'augmentation en quatre ans). Ainsi s'explique dans l'ensemble la croissance régulière observée dans l'industrie nord-côtière de la pêche qui incidemment, en 1982, a tiré 90% de ses recettes de seulement trois espèces, la morue, le crabe et la crevette, représentant quelque 13 200 tonnes sur les 15 000 tonnes débarquées par les pêcheurs de la région.

Environ 1 300 pêcheurs ont été enregistrés en 1980 dans les deux districts de pêche de la Côte-Nord, dont plus de 80% sur la Moyenne et la Basse Côte-Nord. La très grande majorité de nos pêcheurs s'adonnent à la pêche de poissons de fond sans négliger cependant la pêche de poissons pélagiques comme le hareng, le saumon, le maquereau, etc. et la pêche de mollusques et crustacés tels le homard, le crabe, la crevette et autres.

Selon les données d'enregistrements de 1980, la flotte de pêche de la Côte-Nord est composée de 1 050 bateaux dont une forte proportion a moins de 30 pieds. L'on doit même souligner que 54% de cette flotte de pêche ont moins de 20 pieds, ce qui démontre le caractère encore artisanal de la pêche côtière régionale. Les tableaux sur la répartition par espèces des débarquements régionaux de poissons, sur la répartition des pêcheurs nord-côtiers selon leur pêche principale et enfin sur la répartition de leur flotte de pêche suivant la longueur, les districts et sous-districts de pêche maritime complètent le portrait de ce secteur économique d'une grande importance pour la région.

TABLEAU 7

DÉBARQUEMENTS DE POISSONS, MOLLUSQUES ET CRUSTACÉS

SUR LA CÔTE-NORD, 1979-1982

	1979		1980		1981		1982	
	tonnes	$	tonnes	$	tonnes	$	tonnes	$
Morue	5 810,50	2 350 503	7 426,35	3 026 021	9 426,75	4 250 898	10 009,36	4 684 798
Sébaste	260,14	79 677	166,64	50 985	102,98	30 539	86,35	27 689
Flétan	23,32	74 647	20,22	66 900	13,81	57 702	8,72	34 331
Plie	60,11	16 011	48,31	15 415	40,07	13 305	29,29	10 007
Merluche	6,29	968	1,32	259	4,66	789	2,27	815
Hareng	510,64	100 867	948,74	233 402	1 238,18	301 091	1 106,47	273 724
Turbot	125,27	43 048	80,08	30 056	97,68	39 368	138,21	67 718
Maquereau	8,07	2 887	8,59	2 362	9,33	2 631	8,00	2 172
Saumon	43,05	207 858	114,67	498 422	96,07	478 132	46,33	264 938
Éperlan	44,86	25 846	31,29	20 661	20,84	14 263	24,24	19 198
Pétoncle	27,90	146 696	24,68	148 701	24,36	180 031	4,60	32 019
Homard	23,63	78 611	15,92	61 915	28,45	102 413	4,92	29 122
Crabe	485,94	374 358	905,29	537 051	958,90	566 183	2 347,27	2 024 454
Crevette	875,85	959 791	1 029,87	1 214 034	718,75	911 835	852,00	1 066 020
Autres espèces	748,21	224 990	863,84	254 644	413,10	134 162	329,21	85 802
Loups-marins*	3 851*	69 169	8 647*	160 692	6 959*	139 900	3 948*	59 345

Source: Statistiques des pêches maritimes du Québec, 1980-1982, BSQ.

* Les loups-marins sont exprimés en nombre d'animaux et non en tonnes.

TABLEAU 8

RÉPARTITION DES PÊCHEURS SELON LEUR PÊCHE PRINCIPALE, 1979*

District	Total des pêcheurs	Poissons de fond	Hareng	Maquereau	Saumon	Éperlan	Homard	Crevette	Crabe	Pétoncle	Autres
Saguenay **											
17	90	15	17	--	1	7	--	--	--	--	14
18	99	99	9	21	3	3	--	--	--	--	4
Duplessis***											
19	53	53	3	3	1	--	--	10	--	--	6
20	93	93	15	--	13	--	--	20	18		5
21	92	92	47	1	19	11	--	--	--	4	1
22	242	220	17	9	3	8	14	4	3	19	70
23	491	380	25	5	14	4	18	2	3	29	109
24	141	120	38	13	12	3	6	3	3	4	22

* Source: Pêche commerciale, 1979, BSQ.

** Saguenay

17: Tadoussac - Rivière Betsiamites
18: Rivière Betsiamites - Rivière Sainte-Marguerite-en-bas

*** Duplessis

19: Rivière Sainte-Marguerite-en-bas Rivière Pigou
20: Rivière Pigou - Havre-Saint-Pierre
21: Havre-Saint-Pierre - Kégashka
22: Kégashka - Baie des Moutons
23: Baie des Moutons - Rivière Saint-Paul
24: Rivière Saint-Paul

TABLEAU 9

RÉPARTITION DES EMBARCATIONS SELON LEUR LONGUEUR PAR DISTRICT ET SOUS-DISTRICT*

1980

District	Moins de 6 m 20'	m 6-7,5 20'-24'	m 7,6-9,0 25'-29'	m 9,1-10,5 30'-34'	m 10,6-12,1 35'-39'	m 12,2-13,6 40'-44'	m 13,7-19,7 45'-64'	m 19,8-27,3 65'-89'	m 27,4-30,4 90'-99'	m 38,1-46 125'-150'	Total	Bateaux sans moteur
Saguenay												
17	49	13	5	5	--	1	1	--	--	--	74	5
18	61	9	7	3	5	4	1	1	--	--	91	2
Duplessis												
19	30	4	2	1	--	3	4	--	--	--	44	1
20	46	4	1	3	2	3	4	--	--	--	60	--
21	59	2	3		3	1	2	--	--	--	75	1
22	122	35	32	16	4	1	5	--	--	--	215	1
23	182	62	98	16	12	3	1	--	--	--	374	2
24	18	8	47	4	7	2	1	--	--	--	87	14

* Source: Statistiques des pêches maritimes du Québec, 1980, BSQ.

Saguenay
17: Tadoussac - Rivière Betsiamites
18: Rivière Betsiamites - Rivière Sainte-Marguerite-en-bas

*** Duplessis
19: Rivière Sainte-Marguerite-en-bas Rivière Pigou
20: Rivière Pigou - Havre-Saint-Pierre
21: Havre-Saint-Pierre - Kégashka
22: Kégashka - Baie des Moutons
23: Baie des Moutons - Rivière Saint-Paul
24: Rivière Saint-Paul

B) Investissements, infrastructures et dépenses gouvernementales en région

Les pêcheurs de la Côte-Nord ont investi, en 1979, dans leurs bateaux et agrès de pêche plus de 1,5 million de dollars, soit respectivement 807 530 $ dans les embarcations et 753 081 $ dans les agrès. Mais leur capacité financière est encore trop faible pour qu'ils puissent se doter par eux-mêmes des équipements et infrastructures indispensables à la maximisation des retombées économiques de la pêche commerciale régionale. L'effort de pêche consenti ici est de plus en plus important en dépit d'infrastructures nettement déficientes. Toutes les études sur ce sujet sont unanimes. Déjà en 1975, l'auteur d'un rapport du Conseil régional de développement se demandait si le manque d'infrastructures industrielles de pêche ne constituait pas la base du "mal-développement" de la pêche maritime nord-côtière. En mars 1981, l'étude sur le plan d'amélioration de la qualité du poisson exécutée par la firme Roche & Associés affirmait ceci: "Sur tous les quais de la Moyenne et de la Basse Côte-Nord, l'on constate que l'infrastructure portuaire est déficiente en ce qui a trait à la pêche". Il faut signaler que l'implantation d'infrastructures maritimes relève du fédéral et celle d'infrastructures terrestres, du provincial.

Ainsi quelques travaux d'infrastructures maritimes ont été réalisés, allant du simple pavage à la construction ou à la reconstruction de quais. On a eu, en effet, un pavage de quai à Port-Cartier, un dragage de bassin à Baie-Trinité (72 000 $), la reconstruction du vieux quai à Sept-Iles (700 000 $), des réparations au quai de Rivière-au-Tonnerre (42 000 $), une extension au quai de Middle Bay (100 000 $).

D'autres données sur la participation financière fédérale dans la pêche nord-côtière peuvent être ajoutées quoique pas aussi détaillées dans leur répartition par municipalité. Elles sont identifiées ainsi:

- développement industriel: 875 000 $

- programme d'aide temporaire: 408 325 $
- subvention aux bateaux de pêche 807 358 $

Du côté provincial, l'implication revêt diverses formes comprenant autant les subventions pour étude d'exploration ou d'aménagement de la ressource halieutique que des subventions pour construction de bateaux, acquisition de moteurs marins, engins de pêche et autres, comme l'indique d'ailleurs le tableau sur la répartition de l'aide financière provinciale.

Cependant la situation actuellement très difficile de l'industrie des pêches maritimes canadiennes et québécoises, qui a connu en 1982 plusieurs mises à pied et faillites de grandes entreprises, exige une réorganisation fondamentale de ses structures de fonctionnement. Avec la faillite des Pêcheurs Unis du Québec, la plus grosse entreprise de pêche au Québec, l'incertitude ne fait que grandir chez les pêcheurs de l'Est-du-Québec et de la Côte-Nord qui se trouvent placés au coeur d'une confrontation entre le ministère fédéral des Pêches et Océans qui veut prendre sous son seul contrôle le redressement de cette industrie et le ministère québécois de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation qui s'oppose à une telle approche de la question.

TABLEAU 10

RÉPARTITION DE L'AIDE FINANCIÈRE PROVINCIALE PAR PROGRAMME *

1979-1981

	Construction de bateaux de 35' et plus (1)			Construction de bateaux de 35' et moins (2)	Acquisition de moteurs marins	Engins de pêche	Transport du poisson	Acquisition de bacs de manutention
	Coût de construction	Subvention	Prêt	Subvention	Subvention	Subvention	Subvention	
	$	$	$	$	$	$	$	$
1979	89 500	28 525	53 975	32 750	36 727	30 868	---	---
1980	2 325 625	301 350	1 404 020	35 600	37 000	61 800	55 000	1 250
1981	1 119 268	274 282	716 887	25 000	42 150	87 950	55 000	37 919

* Source: Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation

(1) Aide caractérisée par l'octroi de prêts sans intérêt et de subventions couvrant 35% du coût de construction des bateaux.

(2) Aide caractérisée par l'octroi de subventions variant avec la longueur du bateau construit.

2.1.4 Mines

A) Valeur de la production minérale, mines en opération et emplois

Le secteur minier de la Côte-Nord figure parmi les secteurs économiques d'importance au Québec. En effet, la valeur de la production minérale régionale représentait en 1978 le quart (25,2%) de la production minérale québécoise, 28,3% en 1979, 29,7% en 1980 et 34,6% en 1981. En chiffres absolus, il s'agit d'environ 450 M$ en 1978, 609 M$ en 1979, 733 M$ en 1980, 844 M$ en 1981 et quelque 666 M$ en 1982. Mais toute notre production minière se résume à deux substances, le fer et le bioxyde de titane, même si la région compte également des carrières en opération et quelques productions de tourbe. En 1979, par exemple, le fer et le bioxyde de titane constituaient 99,4% de la production minérale régionale, soit 605,7 M$ sur 609 M$ et fournissaient 7 300 emplois, des salaires d'environ 194 M$ pour 15,6 millions d'heures de travail. En 1980, c'était 99,2%, soit 727,7 M$ sur 733 M$, 7 000 emplois et 200 M$ pour 14,9 millions d'heures travaillées.

2.1.4 Mines

A) Valeur de la production minérale, mines en opération et emplois

Le secteur minier de la Côte-Nord figure parmi les secteurs économiques d'importance au Québec. En effet, la valeur de la production minérale régionale représentait en 1978 le quart (25,2%) de la production minérale québécoise, 28,3% en 1979, 29,7% en 1980 et 34,6% en 1981. En chiffres absolus, il s'agit d'environ 450 M$ en 1978, 609 M$ en 1979, 733 M$ en 1980, 844 M$ en 1981 et quelque 666 M$ en 1982. Mais toute notre production minière se résume à deux substances, le fer et le bioxyde de titane, même si la région compte également des carrières en opération et quelques productions de tourbe. En 1979, par exemple, le fer et le bioxyde de titane constituaient 99,4% de la production minérale régionale, soit 605,7 M$ sur 609 M$ et fournissaient 7 300 emplois, des salaires d'environ 194 M$ pour 15,6 millions d'heures de travail. En 1980, c'était 99,2%, soit 727,7 M$ sur 733 M$, 7 000 emplois et 200 M$ pour 14,9 millions d'heures travaillées.

TABLEAU 11

PRODUCTION MINÉRALE DE LA COTE-NORD, 1978-1982

	Valeur	% du Québec	Emplois(1)	Salaires	Heures de travail
1978	450 390 460	25,2	5 796	136 492 811	ND**
1979	608 964 173	28,3	7 353	193 997 237	15 611 027
1980	733 278 000	29,7	7 376	210 735 000	15 462 000
1981	844 391 000	34,6	6 477	194 450 000	13 711 000
1982	666 305 000		ND**	ND**	ND**

Sources: Industrie minière du Québec, rapport des années 1971-1980, MER.
Industrie minière du Québec, éditions 1981, 1982.

* Données préliminaires

** Non disponible

(1) Les emplois sont mesurés en personnes/année

B) Investissements: exploration, mise en valeur, immobilisations, dépenses du MER

Les investissements dans le secteur minier régional peuvent se diviser en trois groupes distincts: des dépenses d'exploration et de mise en valeur, des dépenses d'immobilisations et des dépenses du ministère lui-même.

Les dépenses d'exploration dans la région sont essentiellement des dépenses dites d'exploration hors-chantier, c'est-à-dire effectuées par les sociétés minières, y compris Soquem, en dehors des sites d'exploitation. A côté de ces travaux d'exploration se font aussi des forages de mise en valeur exécutés sur les sites des dépôts du lac Fire, du Mont Wright et du lac Quartz dans la région de Gagnon et sur le gisement du lac Tio au nord de Havre-Saint-Pierre.

Les dépenses d'immobilisations comprennent les investissements de capital reliés aux exploitations de minerai de fer et de titane. Les données statistiques depuis 1978 nous révèlent une chute spectaculaire de ces investissements qui marque la fin des développements majeurs qu'a connus l'industrie régionale du fer, de 1971 à 1977, avec la construction de l'usine de boulettage de Sept-Iles (1972), des projets du Mont Wright (1971-1976) et du lac Fire (complété en 1977).

Quant au ministère, ses dépenses dans la région depuis 1976 ne se rapportent qu'à des levés ou à des études géo-scientifiques: contributions très faibles puisque, pour une région dont la production minérale annuelle fournit en valeur au moins 25% de la production minérale québécoise, de telles dépenses se révèlent pratiquement marginales. En 1976, c'était 117 000 $ sur 3,2 M$; en 1977, 1 000 $ sur 5 M$ en 1978, 12 000 $ sur 8,6 M$; en 1979, 181 000 $ sur 8,6 M$; en 1980, 82 000 $ sur 7,3 M$; en 1981, 171 000 $ sur 10,4 M$; en 1982, 603 483 $ sur 11,2 M$.

Les deux prochains tableaux sont d'ailleurs assez éloquents sur l'ensemble des investissements relatifs à la production minérale régionale puisque, exprimés autant en dollars courants qu'en dollars constants, ils permettent des comparaisons plus éclairées.

TABLEAU 12

INVESTISSEMENTS DANS LA PRODUCTION MINÉRALE DE LA CÔTE-NORD EXPRIMÉS EN DOLLARS COURANTS *

1972-1982

	Exploration hors-chantier M$ C (1)	Forages hors-chantier nombre	Forages hors-chantier mètres	Mise en valeur M$ C	Forages de mise en valeur nombre	Forages de mise en valeur mètres	Immobilisations M$ C	Dépenses du MER M$ C
1972	0.1	17	3 376	4.8	26	3 815	ND (2)	ND (2)
1973	0.3	-	-	15.9	31	7 400	ND (2)	ND (2)
1974	0.7	5	457	22.3	48	10 114	ND (2)	ND (2)
1975	1.2	115	4 380	41.5	11	4 211	ND (2)	ND (2)
1976	2.4	67	2 855	66.5	113	14 609	310.3	117 000
1977	2.5	17	450	49.4	-	-	354.8	1 000
1978	2.5	90	6 691	22.0	-	-	35.3	12 000
1979	0.5	36	2 530	50.4	-	-	25.7	181 000
1980	0.6	-	-	60.6	38	885	40.5	82 000
1981	0.7	-	-	63.9	70	1 000	40.3	171 000
1982 **	0.6	-	-	43.2	-	-	35.3	603 483

* Source: Service des statistiques, MER

** Données préliminaires

(1) $ C : Dollars courants

(2) ND : Non disponible

TABLEAU 13

INVESTISSEMENTS DANS LA PRODUCTION MINÉRALE DE LA CÔTE-NORD - EXPRIMÉS EN DOLLARS CONSTANTS *

1972-1982

	Exploration hors-chantier M$ K (1)	Mise en valeur M$ K (1)	Immobilisations M$ K (1)
1972	0.1	4.6	ND
1973	0.2	13.7	ND
1974	0.5	16.2	ND
1975	0.8	27.0	ND
1976	1.5	41.2	192.0
1977	1.4	28.4	203.6
1978	1.3	11.6	18.5
1979	0.3	23.1	11.8
1980	0.2	24.5	16.4
1981	0.3	23.5	14.8
1982**	0.2	15.0	12.2

* Source: Service des statistiques, MER

** Données préliminaires

(1) $ K : Dollars constants

Perspectives

Même s'il se classait en 1981 au premier rang des substances minérales du Québec, le fer connaît depuis quelque temps une détérioration grave de la situation de son industrie. En mai 1981, la compagnie minière IOC fermait l'usine de concentration et de boulettage de Sept-Iles; en 1982, les prévisions d'expéditions des quatre compagnies productrices, soit 31 millions de tonnes, montraient une baisse d'environ 14 millions de tonnes ou 31% par rapport aux expéditions de 1981 et ce fut l'annonce en novembre 1982 par la compagnie IOC de la cessation définitive de ses opérations à Schefferville tandis qu'en octobre 1983 plus de 400 employés syndiqués et cadres à Sept-Iles ont reçu leur avis de licenciement de cette même entreprise, ce qui ajoute ainsi aux nombreuses mises à pied temporaires ou définitives auxquelles ont procédé les trois autres compagnies minières dans leur main-d'oeuvre de production.

Plusieurs facteurs tant structurels que conjoncturels permettent d'expliquer cette dégradation de la situation. D'abord les producteurs de la Côte-Nord font face à une compétition très vive de la part de producteurs brésiliens, australiens et africains dont le minerai est:

1° à haute teneur en fer (55 à 66%), nécessitant peu d'enrichissement contrairement au minerai québécois qu'il faut nécessairement enrichir pour la plus grande partie parce que d'une teneur en fer variant entre 28 et 55%;

2° produit à des coûts moindres qu'au Québec pour plusieurs raisons: main-d'oeuvre (7% des coûts de production au Brésil contre 25% en Amérique du Nord), difficulté d'extraction (déblaiement préalable), types de minerais (le minerai québécois hématite plutôt que magnétite fait augmenter la consommation énergétique durant la cuisson), etc.

3° transporté à des coûts moindres que le fer québécois. En effet, le Japon, comme plus important marché importateur, se trouve à 3 000 milles nautiques de l'Australie et à 11 000 milles nautiques du Québec et du Brésil qui, par contre, bénéficie de coûts de production inférieurs et de l'utilisation d'une flotte captive de grande capacité.

En outre la demande mondiale de minerai de fer a connu une baisse importante due à une offre excédentaire de ferraille, à l'implantation de nouvelles techniques dans l'aciérage et surtout à une diminution sensible de la production d'acier brut depuis quelques années pouvant s'expliquer par l'utilisation accrue de substituts de l'acier tels que l'aluminium, la fibre de verre et autres matériaux dans les diverses industries. En ajoutant à ces facteurs les répercussions de la situation économique nord-américaine où l'industrie sidérurgique des Etats-Unis et du Canada a fonctionné en moyenne à 40% de sa capacité, on réunit les principaux éléments permettant de saisir la complexité de la problématique de l'industrie du fer québécoise (ou nord-côtière) et de comprendre l'absolue nécessité pour tous les intervenants -entrepreneurs, ouvriers, gouvernements- de collaborer étroitement pour assurer l'adaptation de cette industrie aux réalités nouvelles. Espérons que les tables de concertation mises de l'avant permettront de dégager des avenues de solutions intéressantes pour rendre concurrentiel le fer de la Côte-Nord.

Sources: a) L'industrie du minerai de fer au Québec-Labrador: état de la situation, MER, 1982.

b) Les mines de fer: état de la situation, document de travail 1983, Secrétariat des conférences socio-économiques du Québec.

2.1 SECTEUR SECONDAIRE

2 2.1 Industries manufacturières

A) Nombre d'établissements, emplois par groupe d'activités, investissements

L'industrie manufacturière de la Côte-Nord est surtout basée sur la mise en valeur de deux ressources naturelles de la région, le bois et l'énergie hydro-électrique, et se trouve ainsi concentrée dans les agglomérations de la Haute Côte-Nord (surtout la zone de Baie-Comeau), les emplois miniers à Sept-Iles étant considérés dans le secteur primaire. Nos entreprises manufacturières de taille sont donc les Produits forestiers du Saguenay à Sacré-Coeur, la Compagnie de papiers Q.N.S. ltée, la Scierie des Outardes et la Compagnie canadienne de métaux Reynolds qui a absolument besoin de fortes quantités d'énergie électrique pour transformer en aluminium la bauxite (ressource naturelle importée).

A côté de ces entreprises d'importance auxquelles il faut ajouter les Entreprises Raymond à Sept-Iles, l'industrie secondaire régionale -avec une masse salariale de près de 88 millions de dollars selon les données les plus récentes du BSQ, année...1979- compte quelque 5 000 emplois et une soixantaine d'établissements constitués surtout de scieries, menuiseries, imprimeries, boulangeries, ateliers d'usinage et usines de poissons. La grande majorité est de petite taille avec dix employés et moins et répartie sur toute la Côte jusqu'à la Basse Côte-Nord. Plusieurs sont de moyennes entreprises (10-50 employés) surtout des usines de poissons, boulangeries et des ateliers d'usinage et se retrouvent dans les zones de Baie-Comeau et Sept-Iles à l'exception des usines de transformation de poissons localisées de la Haute jusqu'à la Basse Côte-Nord. Mais toutes ces PME ne fournissent qu'à

peine le quart des emplois manufacturiers régionaux puisque la Compagnie Q.N.S. et la Société Reynolds embauchent à elles seules environ 3 265 travailleurs, soit 65% de tous les emplois secondaires de la Côte-Nord.

En 1982, mise à part la fermeture de l'usine de Produits forestiers du Saguenay survenue en décembre, le secteur secondaire régional s'est généralement bien comporté. Les deux plus grandes entreprises manufacturières de la région n'ont procédé à aucune mise à pied. En effet, la Q.N.S. maintenait au travail ses 1 850 employés de même que la Société canadienne des métaux Reynolds avec ses 1 415 travailleurs. Mieux encore, ayant annoncé en 1981 un projet d'agrandissement de 500 millions de dollars pour porter sa capacité de production de 175 000 à 300 000 tonnes d'ici 1985, la Société Reynolds a commencé en novembre 1982 des travaux de construction nécessitant l'embauche de nombreux ouvriers de la construction: en février 1984, ce chantier comptait 942 travailleurs dont 727 de la région. Par contre, la Scierie des Outardes est restée fermée toute l'année, frappée durement par la conjoncture économique très difficile à laquelle faisait face l'industrie nationale du bois de sciage et qui l'avait obligée à cesser ses opérations à l'automne 1981. renvoyant ainsi environ 700 personnes. Toutefois, la Scierie a réouvert ses portes au printemps 1983 et espère, avec les investissements de modernisation de 2,7 millions réalisés durant la fermeture, accroître sensiblement sa productivité et surtout sa rentabilité tout en maintenant les mêmes effectifs à l'usine.

TABLEAU 14

STATISTIQUES MANUFACTURIÈRES - CÔTE-NORD/NOUVEAU-QUÉBEC, 1979 *

ACTIVITÉ MANUFACTURIÈRE	GROUPE** MAJEUR 1	GROUPE** MAJEUR 11	GROUPE** MAJEUR 13	GROUPE** MAJEUR 17	GROUPE** MAJEUR 20	AUTRES GROUPES PRINCIPAUX (1)	TOTAL
Nombre d'établissements	13	11	9	8	3	25	69
Employés hommes	130	23	120	43	17	3 021	3 354
Employées femmes	65	7	5	--	3	92	172
Salaire '000 $	2 132	393	1 733	689	212	60 665	65 824
Matières premières '000 $	5 117	2 590	2 012	2 612	116	235 562	248 010
Combustible et électricité '000 $	232	3	91	189	---	38 051	38 566
Valeur des expéditions '000 $	9 783	4 671	6 666	4 550	460	482 430	508 561
Valeur ajoutée '000 $	4 388	2 078	4 522	1 789	344	211 905	225 025
ACTIVITÉ TOTALE							
Total des employés	261	179	149	55	20	3 888	4 552
Salaires et gages '000 $	3 260	2 061	2 235	910	212	78 880	87 559
Matières et fournitures '000 $	8 706	2 613	2 310	2 768	116	245 057	261 570
Expéditions et autres recettes '000 $	5 279	4 671	7 092	4 707	460	493 309	525 579
Valeur ajoutée '000 $	6 296	2 055	4 650	1 790	344	213 288	228 424

* Source: Statistiques manufacturières, Côte-Nord/Nouveau-Québec, Industrie, Commerce et Tourisme, Service des entreprises

** Groupes:
1: Aliments et boissons
11: Imprimerie
13: Produits en métal
17: Produits minéraux non métalliques
20: Industries manufacturières diverses

(1) Pour des raisons de confidentialité, sont agrégées dans ce groupe particulier les données statistiques relatives aux industries nord-côtières du bois, du meuble, de pâtes et papiers (Q.N.S. par exemple), de première transformation des métaux (Reynolds par exemple), etc.

2.2.2 Construction

L'industrie de la construction sur la Côte-Nord a continué en 1982 sa chute amorcée depuis quelque temps avec un niveau de 1,5 million d'heures travaillées au Québec, dont 1 3 million dans la région même, comparativement à 2,1 millions d'heures en 1981 et environ 3 millions en 1980. Après avoir évolué en dents de scie de 1974 à 1979, sa meilleure année ayant été 1973 avec 5,4 millions d'heures travaillées, cette industrie régionale vit ses pires moments depuis quelque dix ans avec une baisse de plus de 70% alors que dans la même période cette baisse a été de 48% au Québec. Conséquemment, il s'ensuit une diminution proportionnelle du niveau d'emplois avec 1 726 salariés actifs en 1982 contre 5 615 en 1973. En fait, le nombre de salariés actifs dans cette industrie n'a jamais cessé de décroître depuis 1976 au Québec et depuis 1978 sur la Côte-Nord où il est passé de 4 041 en 1977 à 3 579 en 1978, 3 237 en 1979, 2 933 et 2 334 en 1980 et 1981. C'est aussi d'une somme de 20 millions en salaires sur quatre ans qu'a été privée la région pour cette industrie qui a versé en rémunération 25,7 millions en 1982 face à 45 millions en 1979, 43 et 34 millions en 1980 et 1981.

Aux deux chantiers d'importance en cours depuis 1980 dans la région, comme indiqué au tableau 15, sont venus s'ajouter en 1982 trois autres, liés à des travaux de modernisation, d'agrandissement d'usines et de réfection de route.

Avec 1 107 salariés actifs domiciliés dans la sous-région du Saguenay (de Baie-Comeau à Tadoussac) et 619 dans celle de Mingan (Sept-Iles, Port-Cartier, Schefferville) et les informations du tableau 15 relatives aux localisations des gros chantiers de la région (de valeur supérieure à 5 M$), il n'est pas surprenant de constater la part de 70% du Saguenay dans le total d'heures comptabilisées pour l'industrie régionale de la construction qui a recensé, en 1982, 963 salariés qualifiés et 763 non qualifiés. Quant aux entrepreneurs actifs, des 350

TABLEAU 15

CHANTIERS DE CONSTRUCTION RÉGIONAUX DE VALEUR SUPÉRIEURE À CINQ MILLIONS DE DOLLARS

Localisation	Maître d'oeuvre	Type de construction	Valeur '000 $	Début des travaux	Fin des travaux
Manic V	Hydro-Québec	Centrale électrique	100 000	Septembre 1980	Décembre 1983
Gagnonville	MER	Route forestière	40 000	Octobre 1980	Octobre 1985
Baie-Comeau	QNS ltée	Modernisation d'usine	30 000	Mai 1982	Mai 1984
Baie-Comeau	Société Reynolds	Agrandissement d'usine	700 000	Juin 1982	Juin 1985
Grandes-Bergeronnes	MTQ	Route	5 400	Janvier 1983	Janvier 1984

Sources: a) Analyse de l'industrie de la construction au Québec en 1982, OCQ
b) Rapport du [illegible]R, OPDQ Côte-Nord

enregistrés en 1979, il n'en reste que 169, soit une centaine de moins qu'en 1980. Le groupe des entrepreneurs spécialisés a diminué de 45% en deux ans, passant de 181 en 1980 à 99 en 1982 tandis que la baisse n'était que de quelque 16% chez les entrepreneurs généraux dont le nombre avait déjà chuté de 30% en 1980 par rapport à 1979. Enfin, alors que les entrepreneurs des autres régions brassent des affaires autant dans leurs localités qu'ailleurs au Québec et diversifient ainsi leurs activités, environ 80% des entrepreneurs nord-côtiers font affaires exclusivement ici et les quelque trente autres qui réalisent des travaux ailleurs n'ont pas plus qu'une région dans leur sphère d'affaires.

2.3 SECTEUR TERTIAIRE

2.3.1 Transports

La situation géographique de la Côte-Nord et son éloignement sensible de ses marchés d'approvisionnement et d'exportation font du secteur "Transports" un élément économique vital pour la région. Cela comprend autant le transport en vrac et le transport des personnes que le transport des aliments et des biens de consommation en général.

Le réseau régional de transport routier se résume à une artère principale (route 138) d'où partent quelques voies de pénétration (routes 172, 385, 389). En plus, il s'y trouve beaucoup de discontinuité, de sorte qu'il reste encore beaucoup à faire pour relier la route 138 aux localités encore isolées de la Basse Côte-Nord, tandis qu'est à peine amorcé le processus de désenclavement des communautés habitant les villes nordiques, avec la route Manic V/Gagnon/Fermont par exemple.

Par ailleurs, la Côte-Nord compte cinq aéroports nationaux, sept aéroports régionaux et plusieurs hydroports situés entre Aguanish et Rivière Saint-Paul.

Du côté ferroviaire, il y a:

- le chemin de fer de la compagnie minière Québec Cartier, allant de Port-Cartier à Mont Wright avec un embranchement à Gagnon

- le chemin de fer Arnaud entre Sept-Iles et Pointe-Noire

- le chemin de fer du Littoral Nord du Québec et du Labrador (QNS & L), reliant Sept-Iles à Schefferville avec un embranchement à Labrador City

- et enfin le chemin de fer de la rivière Romaine, localisé de Hâvre Saint-Pierre au lac Allard.

Mais le fait saillant en 1982 dans le secteur "Transports" de la Côte-Nord a été, en décembre dernier, la reprise en main par Quebecair des services assurés jusqu'ici par sa filiale Régionair vers les destinations de Gagnon, Basse Côte-Nord, Gaspé et les Iles-de-la-Madeleine. Sévèrement critiquée dans le document sur le transport aérien du CRD Côte-Nord pour la piètre qualité de ses appareils, ses horaires inadéquats, ses retards fréquents, son nombre de vols réduit, son service en vol lamentable, ses tarifs élevés et sans cesse croissants, la compagnie Régionair a connu une insatisfaction générale de la part de ses usagers qui espèrent beaucoup de cette relève prise par Quebecair.

2.3.2 Communications

Il n'existe aucun quotidien régional. Le groupe Québécor est propriétaire unique de 98% de la presse hebdomadaire régionale depuis son acquisition, en juillet 1980, des titres Plein-Jour et Nord-Est qu'il ajoute à ses deux hebdos imprimés aux ateliers Québécor à Sept-Iles: le Nordic de Sept-Iles et Port-Cartier et le Nordic de Baie-Comeau. Leurs tirages sont de 22 000 copies pour le Nord-Est, de 4 000 pour le Nordic de Baie-Comeau, de 12 000 pour Plein-Jour sur Manicouagan et de 4 000 pour Plein-Jour sur Saguenay (Tadoussac, Forestville).

Il y a aussi l'Élan septilien et dans le secteur Tadoussac, une petite chaîne de cinq journaux communautaires, Communiqu'Action, qui bénéficie de l'assistance du programme PAMEC du ministère des Communications qui finance aussi la corporation responsable de la direction du seul journal régulier sur la Basse Côte-Nord, le Sextant, rédigé en français et en anglais.

Les stations de radios sont situées dans les principaux centres urbains de la Côte-Nord:

Secteur Baie-Comeau:	CHLC (AM)	reliée au réseau Radio-Mutuel
	CFRP (AM)	reliée au réseau Radio-Mutuel (Forestville)
Secteur Sept-Iles/ Port-Cartier:	CKCN (AM)	reliée au réseau Télémédia
	CIPC (AM)	reliée au réseau Télémédia

La population syntonise beaucoup les stations en provenance de Matane, Rimouski, Rivière-du-Loup, La Pocatière.

Après la réussite en 1981 des démarches des citoyens de Hâvre-Saint-Pierre pour obtenir les services du regroupement de radio-diffuseurs privés CANCOM, l'événement 1982 dans les communications sur la Côte-Nord a été, outre l'implantation d'une radio locale à Natashquan et ses environs, la possibilité depuis novembre 1982 pour les Sept-Iliens de capter en direct la programmation de Radio-Québec qui n'était accessible qu'aux foyers câblés de la Côte-Nord. La population de Baie-Comeau est desservie par Radio-Québec Rimouski. Dans le même temps, Sept-Iles, où loge le siège social de Radio-Québec Côte-Nord, voyait s'installer sur la Côte-Nord la société Radio-Canada après plus de 10 ans d'attente. Selon le directeur régional, les signaux de Radio-Canada Sept-Iles (40 employés) atteindront incessamment en 1983-1984 la population de la zone de Baie-Comeau.

2.3.3 Tertiaire public

Éducation: clientèles scolaires selon les sous-régions, la langue maternelle, etc.

La clientèle scolaire sur la Côte-Nord est évaluée en 1982 à 27 412 élèves, soit 728 au niveau universitaire, 1 889 au collégial et 24 795 au précollégial, répartis dans 14 commissions scolaires (avec 92 écoles), une institution privée d'enseignement secondaire à Sept-Iles, deux cégeps et deux constituantes de l'Université du Québec respectivement à Baie-Comeau et à Sept-Iles. Dans la clientèle du précollégial (école prématernelle, maternelle, primaire et secondaire) composée de 22 512 francophones, de 1 376 anglophones et 776 montagnais, on compte environ 23 800 catholiques et 680 protestants. Dans les deux cégeps, 776 élèves à temps plein (376 garçons et 400 filles) se trouvaient en formation générale contre 1 113 (467 garçons et 646 filles) en formation professionnelle.

Vue de façon plus large, la scolarisation sur la Côte-Nord a connu au cours de la dernière décennie un certain progrès, entraînée en cela par la croissance enregistrée sur ce plan à l'échelle québécoise. Ainsi au moment où la scolarisation marque des points importants au Québec comme le montrent les taux de scolarisation compilés au tableau 17 pour les années 1979 et 1980, elle connaît la même impulsion sur la Côte-Nord mais à un rythme beaucoup moindre de sorte que l'écart défavorable qui séparait la région du reste du Québec sur ce point en 1970-1971 s'est agrandi au début des années 1980, laissant donc la Côte-Nord dans sa situation de région la moins scolarisée du Québec.

LA DIRECTION RÉGIONALE DE LA COTE-NORD

TABLEAU 16

CLIENTÈLE SCOLAIRE PRÉCOLLÉGIALE-STATISTIQUES EFFECTIVES AU 30 SEPTEMBRE 1982*

SERVICES ADMINISTRATIFS

COMMISSION SCOLAIRE	EFFECTIFS TOTAUX	MATERNELLE 4 ANS	MATERNELLE 5 ANS	PRIMAIRE	SECONDAIRE			LANGUE MATERNELLE				RELIGION			
					GENERAL	PROFESSIONNEL	TOTAL	FRANÇAISE	ANGLAISE	AMERINDIENNE	AUTRE	CATHOLIQUE	PROTESTANTE	AUTRE	AUCUNE
531 C.S. de Bersimis	1 877	75	138	849	595	220	815	1 830	--	47	--	1 872	--	4	1
532 C.S. de Manicouagan	7 341	18	656	3 421	2 375	871	3 246	7 282	7	35	17	7 270	3	43	25
533 C.S. de Tadoussac	1 407	--	122	666	516	103	619	1 394	2	9	2	1 400	--	3	4
540 C.S.R. du Golfe	4 608	--	--	--	3 943	665	4 608	4 355	21	198	34	4 580	2	22	4
541 C.S. de Gagnon	463	--	70	393	--	--	--	448	7	--	8	458	2	3	--
542 C.S. de Louis Jolliet	950	52	120	778	--	--	--	906	--	44	--	950	--	--	
543 C.S. de Port-Cartier	1 262	13	173	1 076	--	--	--	1 253	1	--	8	1 242	2	15	3
544 C.S. de Schefferville	238	10	28	200	--	--	--	140	10	86	2	234	1	2	1
545 C.S. de Sept-Iles	3 411	--	527	2 884	--	--	--	3 271	55	55	30	3 370	5	23	13
546 C.S. Fermont	947	--	97	529	321	--	321	936	3	1	7	936	2	7	2
573 C.S. Greater Seven Islands	346	9	41	296	--	--	--	115	136	74	21	41	171	70	64
575 Syndics d'écoles B. Comeau	104	--	7	40	57	--	57	22	80	--	2	74	26	3	1
689 C.S. du Littoral	1 535	72	90	925	448	--	448	254	1 054	227	--	1 068	466	1	--
TOTAL	24 489	249	2 069	12 057	8 255	1 859	10 114	22 206	1 376	776	131	23 495	680	196	118

TABLEAU 17

TAUX DE SCOLARISATION POUR LA CLIENTÈLE SCOLAIRE ENTRE 15 ET 20 ANS*

	15 ans	16 ans	17 ans	18 ans	19 ans	20 ans
Ensemble du Québec	%	%	%	%	%	%
1970-1971	90.9	80.4	60.7	37.7	21.5	12.4
1979-1980	97.0	87.0	63.0	39.5	21.0	9.5
Côte-Nord/Nouveau-Québec						
1970-1971	85.6	70.3	47.5	23.6	11.1	5.7
1979-1980	88.0	72.0	46.0	24.0	12.1	5.4

Sources: a) Ministère de l'Éducation, Québec
b) Bureau régional du ministère de l'Éducation
c) Compilations spéciales du CEGEP de Hauterive

* Le taux de scolarisation est le rapport entre la population scolaire et la population d'âge scolaire, multiplié par 100.

Exemple: En 1979-80, pour la Côte-Nord et le Nouveau-Québec, 88% de la population âgée de 15 ans se retrouve à l'école alors que la proportion est de 97% au Québec.

Paiements de transferts (aide sociale, assurance-chômage, etc.)

Déjà la conjoncture économique difficile de l'année 1981 s'était répercutée assez fortement sur le volume de transferts payés aux chômeurs et assistés sociaux de la région; car de 5 700 ménages en moyenne inscrits en 1980 dans les registres d'allocations de bien-être social, ce nombre est passé à 6 070 en novembre 1981, à 7 931 en novembre 1982 et à 8 900 à la fin d'octobre 1983. Les allocations totales mensuelles, de 1,5 M$ en novembre 1980 étaient évaluées à 2 M$ en novembre 1981, à 2,7 M$ en novembre 1982 et à plus de 3 M$ dès février 1983, comme le souligne le tableau 18. De son côté, Emploi et Immigration Canada verse en moyenne plus de 9,5 millions par mois à des chômeurs et autres prestataires de la région.

La situation est d'autant plus inquiétante que, depuis décembre 1980, la Côte-Nord voit chaque mois une centaine de ménages en moyenne venir grossir les rangs de ses assistés sociaux. En attendant la réalisation d'un profil exhaustif de la clientèle en vue d'apporter des réponses adéquates à cette épineuse question, le nombre de bénéficiaires croît de façon inquiétante, passant de 11 387 en 1980 à 16 764 en juin 1983; il a fallu quelque 40 M$, durant l'année 1982 seulement, pour couvrir les besoins fondamentaux et spéciaux des bénéficiaires tels que: achats et réparations de lunettes, allocations pour paraplégiques et diabétiques, frais de subsistance pour sinistrés, etc. Pour l'année 1983, c'est plus de 150 millions de dollars qui ont été injectés dans l'économie régionale sous forme de transferts de sécurité sociale.

Sur une base décennale, la détérioration de la situation nord-côtière a suivi celle de l'ensemble québécois mais à un rythme plus accéléré: ainsi le Québec a vu hausser de 98% son nombre d'assistés sociaux de 1973 à 1983 alors que pour la Côte-Nord cette hausse est de plus de 120%.

TABLEAU 18

AIDE SOCIALE, CÔTE-NORD, 1981 A 1983

	NOMBRE DE MÉNAGES			NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES			ALLOCATIONS VERSÉES ('000 $)		
	1981	1982	1983	1981	1982	1983	1981	1982	1983
JANVIER	6 216	6 943	8 517	11 917	12 983	15 528	1 917	2 272	2 979
FÉVRIER	6 349	7 067	8 706	12 084	13 219	15 916	1 935	2 287	3 047
MARS	6 427	7 218	8 839	12 255	13 400	16 248	1 957	2 322	3 131
AVRIL	6 443	7 277	8 892	12 302	13 440	16 368	1 969	2 416	3 199
MAI	6 478	7 390	8 957	12 375	13 665	16 464	1 985	2 447	3 224
JUIN	6 485	7 580	9 084	12 374	14 058	16 784	1 997	2 518	3 282
JUILLET	6 395	7 648	9 011	11 925	13 906	16 520	1 958	2 593	3 259
AOÛT	6 222	7 564	8 584	11 584	13 619	15 630	1 910	2 543	3 134
SEPTEMBRE	6 232	7 536	8 900*	11 625	13 487	ND	2 016	2 616	ND
OCTOBRE	6 375	7 706	8 900*	11 949	13 923	ND	1 976	2 662	ND
NOVEMBRE	6 527	7 931	ND	12 195	14 325	ND	2 010	2 745	ND
DÉCEMBRE	6 722	8 263	ND	12 560	15 008	ND	2 062	2 875	ND

* Données préliminaires

ND: Non disponible

Source: Ministère de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du revenu, Québec

Santé (données statistiques et analyse dynamique)

Les données statistiques de 1979 révèlent neuf centres hospitaliers sur la Côte-Nord avec 603 lits dont 497 pour des périodes de courte durée et 106 pour celles de longue durée. Environ une centaine de médecins pratiquent en région, dont 81 omnipraticiens et 15 spécialistes qui sont des itinérants avec une visite par mois. Cette quinzaine de spécialistes se retrouvent dans les disciplines suivantes: anesthésie-réanimation (2), dermatologie (1), pédiatrie (2), psychiatrie (1), chirurgie générale (6), orthopédie (1) et radiologie (2).

Mais loin de se révéler à travers une compilation de données statistiques relatives au nombre de lits, quantité de soins reçus et volume d'actes médicaux, l'importance du phénomène de santé en région ne se comprend vraiment qu'à partir d'une analyse de ces données nous permettant d'esquisser un bilan régional des besoins par rapport aux ressources disponibles. Dans cette optique, plusieurs paramètres d'intérêt doivent être dégagés.

D'abord, concernant la disponibilité des ressources médicales, la Côte-Nord compte un omnipraticien pour 1 728 habitants*, un dentiste pour 7 451 habitants et un spécialiste pour 8 516 personnes, alors qu'à Montréal, il y a un omnipraticien pour 897 habitants, un dentiste pour 1 740 personnes et un spécialiste pour 668 habitants. On trouve donc une disponibilité en spécialistes 13 fois plus élevée à Montréal que sur la Côte-Nord ou une disponibilité en dentistes 5 fois plus élevée. Et ce problème de disponibilité se double du problème encore plus complexe de l'accessibilité à ces professionnels de la santé. Par exemple, la Basse Côte-Nord - avec sa population d'environ 6 000 personnes dans 15 communautés dispersées sur 375 km de côte - en est encore au stade d'un dentiste itinérant qui, dans le meilleur des cas, visite cette zone une fois tous les deux mois.

* Les données statistiques comparatives sur la santé sont tirées du mémoire présenté en 1981-1982 par les CRSSS-01, 08 et 09 au ministre des Affaires sociales.

Un autre paramètre significatif de la situation socio-sanitaire de la Côte-Nord est le nombre de jours d'hospitalisation extra-régionale. En 1979, des résidants de la Côte-Nord hospitalisés ont dû passer 58 305 jours d'hospitalisation à l'extérieur de leur région de résidence, soit 35% du nombre total de jours d'hospitalisation contre 3,5% pour ceux de la région de Québec ou 1,9% pour ceux de Montréal.

D'ailleurs, une comparaison effectuée par les auteurs du mémoire du CRSSS, entre un des secteurs les plus défavorisés de Montréal (le DSC de l'hôpital Saint-Luc) et les trois régions périphériques concernées (01, 08, 09), révèle le caractère critique de la situation médicale régionale. En effet, au DSC Saint-Luc, il y a un omnipraticien pour 844 personnes et un spécialiste pour 499 personnes alors qu'ici, on recense un omnipraticien pour 1 727 personnes et un spécialiste pour 8 516 personnes.

Et le bilan régional besoins/ressources disponibles peut, de façon sommaire, se traduire ainsi: nous avons des besoins d'au moins 107 omnipraticiens et 108 spécialistes, alors que les ressources ne sont que de 81 omnipraticiens et 15 spécialistes, soit un déficit de 26 omnipraticiens et 93 spécialistes. Un bilan donc qui souligne les faiblesses de la situation socio-économique régionale.

Administration publique

La fonction publique régionale comptait, en mars 1984, environ 28 bureaux où travaillent 786 salariés permanents et 153 occasionnels, temporaires et saisonniers. Les budgets globaux de ces bureaux s'élevaient approximativement à 35 M$ en 1981-1982, une fois exclu le budget du ministère des Transports.

On assiste à un phénomène très particulier sur la Côte-Nord: c'est la bipolarisation de la fonction publique régionale dont les bureaux régionaux sont répartis entre Baie-Comeau et Sept-Iles. Pendant ce temps, les populations des zones excentriques - zone de Tadoussac, la Basse Côte-Nord et les villes nordiques - se plaignent d'insuffisance de services ou d'accessibilité difficile et demandent l'implantation de bureaux gouvernementaux dans leurs secteurs.

2.3.4 Commerces

Avec ses 33 500 ménages dénombrés en 1982, soit 1 500 ménages de moins qu'en 1980, les régions de la Côte-Nord et du Nouveau-Québec disposaient d'un revenu personnel disponible de 1,26 milliard ou 9 977 $ per capita montrant ainsi un pouvoir d'achat supérieur à la moyenne canadienne qui est de 9 798 $ et particulièrement à la moyenne québécoise estimée à 8 869 $. Malgré une augmentation de quelque 150 M$ de ce pouvoir d'achat régional par rapport à 1980, les ventes au détail ont baissé d'environ 13 M$ passant ainsi à 485,6 M$ dont la plus grosse part est allée aux magasins d'alimentation avec 95,2 M$ puis aux concessionnaires de véhicules motorisés avec 83,1 M$, aux stations de services avec 35,2 M$, aux magasins de vêtements et de chaussures avec 25,7 M$, et enfin à quelques commerces comme les magasins de meubles et appareils électroménagers pour 7,8 M$, les quincailleries avec 3 M$, etc. Cependant, comparativement à 1980, c'est une diminution de quelque 30 M$ de chiffres d'affaires pour les concessionnaires de véhicules et de 2 M$ pour les commerçants de meubles, appareils électroménagers et quincailleries tandis que les stations de services augmentaient leurs recettes de 7,5 M$, les magasins d'alimentation de 5 M$ et les magasins de vêtements et chaussures d'environ 2,3 M$. Ainsi, dans la région, face à une conjoncture économique déjà difficile au second trimestre de 1981 conjuguée à la récession de 1982-1983, le commerce des biens non durables et essentiels a réussi à surnager et même à progresser au détriment des entreprises de biens durables et semi-durables. Il en est résulté quelque 270 faillites enregistrées, soit 200 faillites personnelles et 70 faillites commerciales. A l'échelle intrarégionale, en dépit des performances supérieures à la moyenne québécoise pour certains de ses indicateurs économiques, la zone de Sept-Iles laisse entrevoir des perspectives moins intéressantes avec un chiffre de ventes de 169,3 M$ en 1982, soit 27 M$ de moins qu'en 1980 malgré une hausse de 2 M$ de son revenu personnel disponible évalué à 332,4 M$ en 1982 (11 464 $ per capita) alors que dans la zone de Baie-Comeau les ventes au détail en 1982

sont estimées à 142,1 M$, soit 6 M$ de plus qu'en 1980 et son revenu personnel disponible passe de 250,3 M$ en 1980 à 304,5 M$ en 1982 (11 195 $ per capita).

Sources: a) Canadian Markets 1983, the Financial Post
b) Estimations du bureau régional de l'OPDQ

2.3.5 Tourisme

En attendant une étude d'impact de tous les produits touristiques de la Côte-Nord, région par excellence d'activités de chasse et de pêche dont la pratique se fait surtout via des zones d'exploitation contrôlées (ZEC) et de nombreuses pourvoiries concessionnaires et permissionnaires, les seules données statistiques normalisées disponibles concernent les visites relatives à l'observation des baleines, à l'archipel de Mingan et aux barrages hydro-électriques qui constituent les principales attractions régionales.

Il s'agit là d'activités essentiellement estivales dont l'exploitation est laissée plus à des initiatives individuelles qu'à une mise en marché systématique par un organisme compétent. Par exemple, plusieurs promoteurs organisent des excursions et croisières sur le Saint-Laurent et la rivière Saguenay, mais seule la Société linnéenne semble vouloir développer cette activité de façon structurée. Selon ses relevés, de trois excursions de 150 personnes organisées en 1980 pour observer les baleines sur le Saint-Laurent, elle est passée à 11 excursions en 1981 pour 1 650 visiteurs et à 28 en 1982 pour 4 200 touristes.

Par ailleurs pour l'ensemble de la clientèle touristique régionale, les compilations locales faites par les deux associations touristiques Manicouagan et Duplessis, indiquent respectivement 52 914 et 40 329 touristes pour l'année 1982 (juin - septembre). Ces touristes ont séjourné en moyenne 2.2. jours dans notre région qui, outre ses divers terrains de camping comptait, en 1981, 77 établissements hôteliers

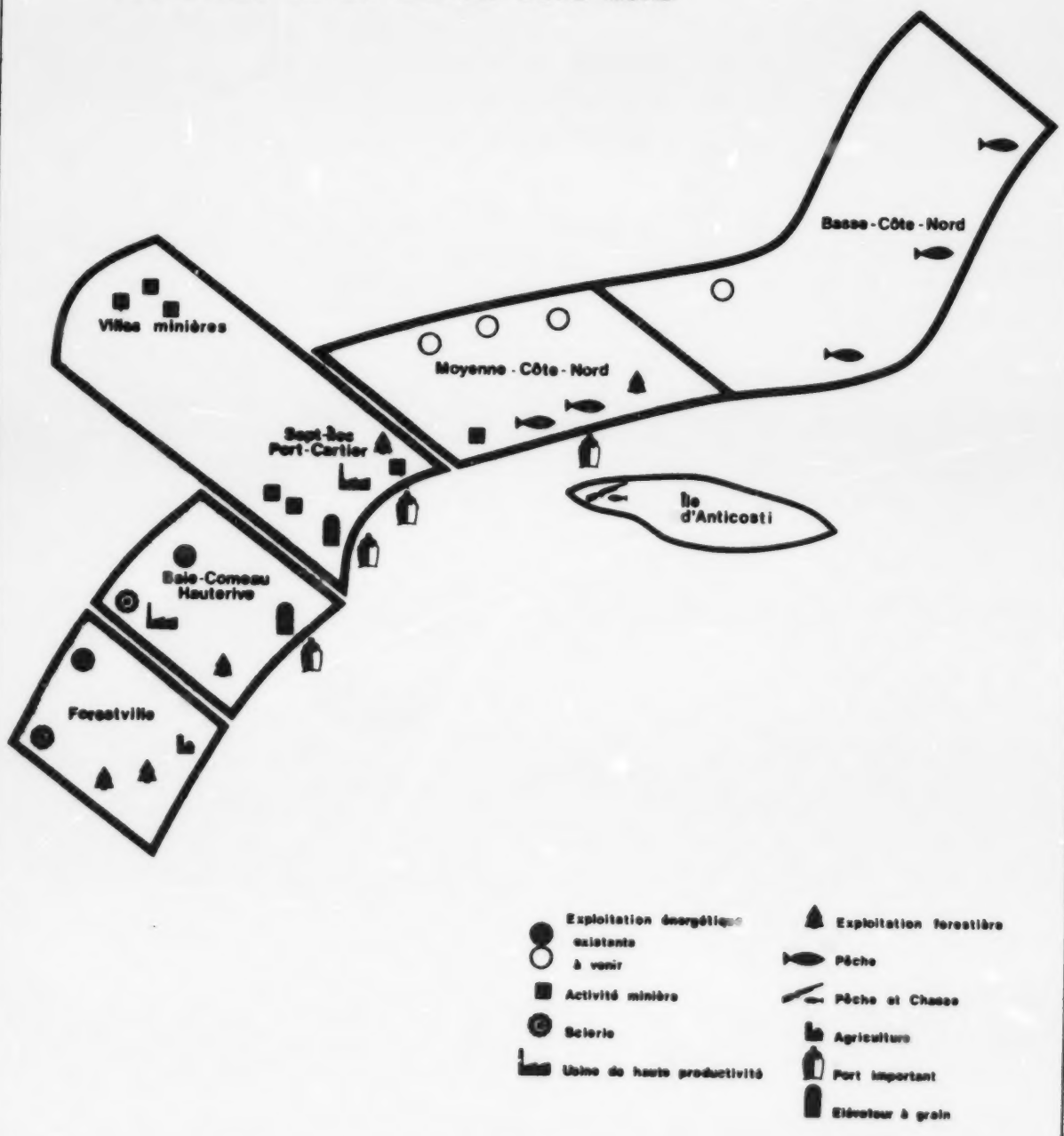
contre 80 en 1979 et 76 en 1980. Le nombre de chambres évalué à 2 202 en 1979, à 2 063 en 1980 a baissé à 1 891 en 1981 pendant que les emplois directs jusque-là assez stables, 871 en 1979 et 874 en 1980, ont diminué de plus d'une centaine par rapport à 1980. On les estimait en effet à 768 dont 577 à temps plein (c'est-à-dire 35 heures et plus par semaine). Avec des taux d'occupation à peine supérieurs à 50% durant les mois de pleine saison, on comprend donc que les données financières brutes des établissements hôteliers régionaux révèlent trois années consécutives de déficits: en 1979, les revenus s'élevaient à 20,9 M$ pour des dépenses de 21,3 M$, en 1980, des revenus de 22,6 M$ contre 22,9 M$ de dépenses et en 1981, 21,3 M$ de revenus pour 22,3 M$ de dépenses.

2.3.6 Loisirs et culture

S'étant fixé comme principal objectif parmi d'autres de réduire sensiblement le grand écart existant entre ses cinq zones socio-économiques dans le domaine des activités socio-culturelles et de loisirs, la Côte-Nord a continué en 1981 à se doter de nouvelles infrastructures et d'équipements adéquats. Au chapitre des loisirs, le ministère du Loisir, de la Chasse et de la Pêche a versé plus de 260 000 $ de subventions pour toutes sortes de travaux d'aménagement, d'amélioration et de rénovation de centres de loisirs, de patinoires, de salles communautaires, de terrains de jeux, etc. Il y a eu ainsi construction ou amélioration de patinoires dans 10 localités de la Basse Côte-Nord, soit à Blanc-Sablon, Brador Bay, Tête-à-la-Baleine, Saint-Augustin, Middle Bay, Chevery, Rivière Saint-Paul, La Tabatière, La Romaine et Vieux Fort. Il en a été de même pour des terrains de jeux à Sacré-Coeur, à Betsiamites, à Colombier et pour des salles communautaires à Mingan et à Colombier sans oublier les travaux d'environnement à la base de plein air de Sault-au-Mouton et des travaux de relocalisation à Sept-Iles (club de tir Kakawi, camp des jeunes du Lac des Rapides).

Sur le plan culturel, sept municipalités de la région sont venues s'ajouter, en 1981, à la liste des localités du Québec dont les habitants bénéficient des services d'une bibliothèque publique. Grâce à la formule de la Bibliothèque centrale de prêt, des bibliothèques publiques existent présentement à Chute-aux-Outardes, Gallix, Rivière-au-Tonnerre, Longue-Pointe-de-Mingan, Natashquan, Port-Menier et Schefferville. De même, on a procédé en 1981 à l'ouverture à Hâvre-Saint-Pierre du centre d'interprétation de l'archipel de Mingan, dont la vocation est d'offrir à tout visiteur des notions de compréhension qui favorisent grandement son appréciation des paysages et lui permettent de "se modeler une bonne vision d'ensemble" de la diversité et de la qualité des phénomènes naturels et culturels de la région.

LES ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES SPÉCIFIQUES DES ZONES DE LA RÉGION CÔTE-NORD



OPDQ 1977.

C H A P I T R E 3

DYNAMISME DU MILIEU

Pour une région qui, au cours des 25 dernières années, a connu une forte croissance économique, l'on se demande alors comment réagit le milieu face aux grandes difficultés économiques du début des années 1980.

Le comportement des nord-côtiers devant cette crise de croissance est double. Dans un premier temps, c'est le départ vers d'autres régions, de tranches substantielles de la population active des villes minières lourdement affectées par les problèmes de l'industrie du fer. En témoigne la baisse de plus de 3 000 personnes en deux ans de la population nord-côtière qui, de 117 878 au recensement de 1981, est maintenant estimée à 114 000 individus tout au plus. Par contre, le reste de la population se serre les coudes et l'on voit les forces vives régionales se réunir non pas autour d'un organisme porte-étendard de toutes les revendications régionales mais plutôt autour de tables de concertation encouragées par des organismes-ressources locaux afin de préparer des orientations, des projets concrets susceptibles de contribuer à la diversification économique pour la stabilisation des emplois et du noyau économique.

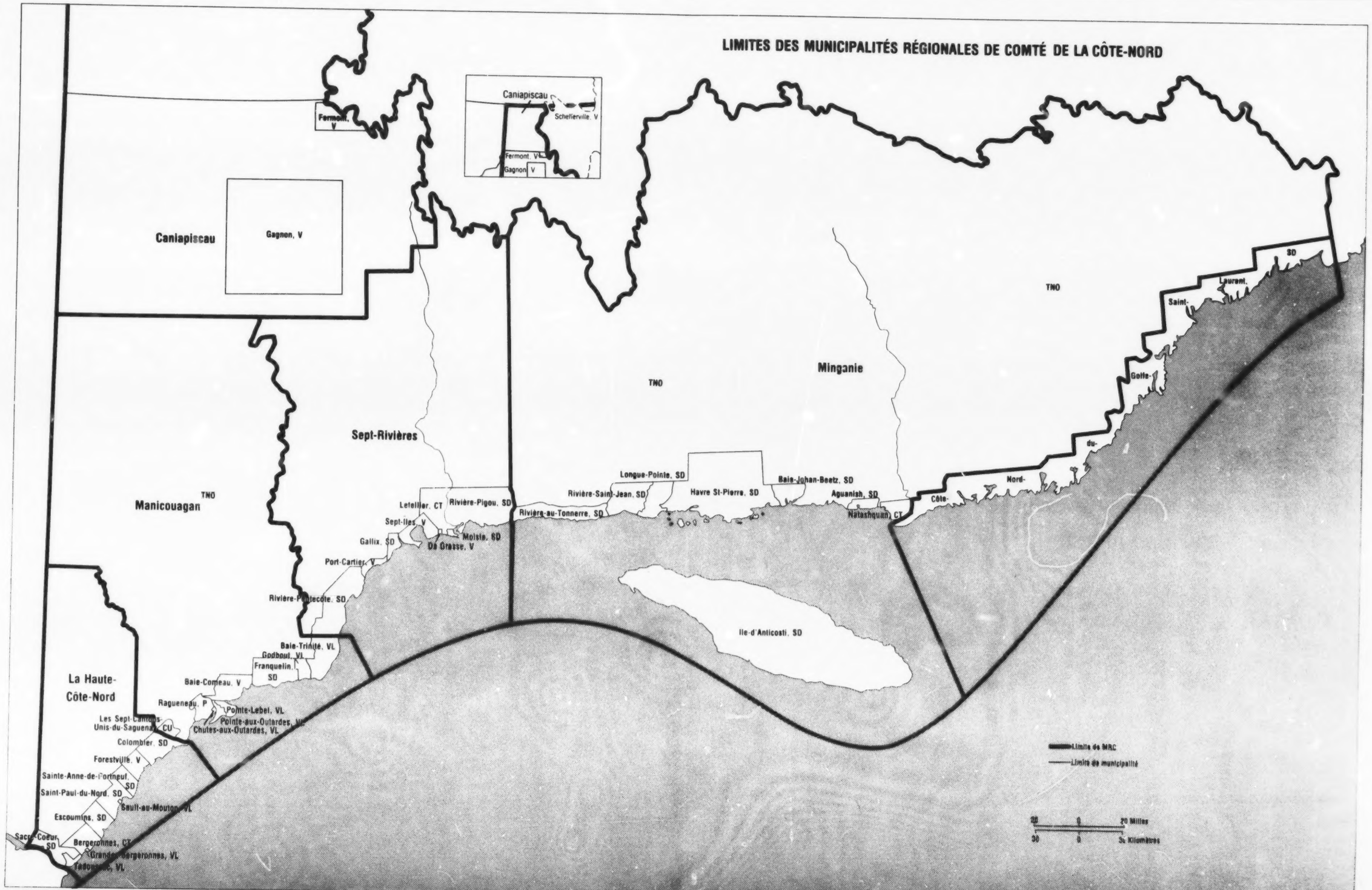
C'est dans ce bouillonnement que sont apparus plusieurs groupes d'animation sous-régionaux tels Contact dans la zone de Forestville, groupe maintenant dissous, ou encore Comité d'adaptation communautaire dans la zone de Sept-Iles/Port-Cartier, groupe maintenant inexistant, ou Action Côte-Nord pour les villes minières. Dans le même temps, des organismes existants, déjà plus ou moins organisés à l'échelle régionale tels que CRD, CRC, CRL, commissariats industriels, etc. y trouvent l'occasion de consolider leur rôle et de s'imposer de plus en plus comme interlocuteurs en se faisant plus visibles à travers des campagnes de recrutement, de financement et autres et en élargissant leurs mandats pour s'impliquer plus activement dans des dossiers régionaux variés. De leur côté, les chambres de commerce de Baie-Comeau, de Port-

Cartier, de Sept-Iles, de Hâvre-Saint-Pierre ne manquent pas d'animer de façon sensible le monde des affaires par des expositions industrielles et des foires commerciales afin de promouvoir divers projets d'entreprises secondaires et de commerces dans la région. De nombreuses entreprises ont ainsi vu le jour dont plusieurs financées partiellement par le Programme expérimental de création d'emplois communautaires (PECEC) qui depuis deux ans a versé près de 3 M$ de subventions assurant ainsi les emplois de quelque 600 personnes-année dans des entreprises diverses telles que des ateliers d'usinage de pièces, des serres, des entreprises de confection de vêtements, d'artisanat, d'exploitation forestière, des usines de transformation de poissons, des scieries, des entreprises de construction, des tourbières, des ateliers de menuiserie, etc. Particulièrement le secteur des pêches, dont le potentiel de développement en fait un rouage essentiel de la diversification économique régionale, se consolide autour d'une part d'industriels vraiment engagés qui y investissent argent, compétences et énergies et d'autre part de pêcheurs qui dans toutes les localités s'organisent en associations avec un succès encore inégal. Certaines associations sont en effet plus fortes que d'autres mais chez les pêcheurs la volonté de prendre une part active dans le développement de leur secteur est manifeste. Il n'est pas encore indiqué de parler de regroupement régional vu les faiblesses structurelles de certaines associations locales ou sous-régionales, les problèmes de financement, des secrétariats permanents inexistants, mais l'impulsion de structuration est définitivement donnée.

Enfin, un autre signe tangible du dynamisme régional se voit dans l'émergence depuis quelque temps de nouveaux logements coopératifs, principalement dans la zone de Baie-Comeau. Depuis 1980, entre la formation de coopératives d'alimentation, coopérative de garage, association de consommateurs, etc., quatre coopératives d'habitation y sont nées, représentant quelque 64 logements coopératifs réalisés avec plus de deux millions de dollars pour environ 22 000 $ de revenus fonciers à la ville de Baie-Comeau sans oublier la création d'emplois directs et indirects de construction, de rénovation, d'entretien, etc. Cependant, ces logements ne pouvant être construits sans l'implication financière de la SCHL, les coopératives d'habitation régionales

entretiennent des relations fort difficiles avec cet organisme fédéral qui doit continuellement faire l'arbitrage de ses propres règles d'intervention avec les principes de libre fonctionnement du marché domiciliaire, particulièrement oligopolistique dans la zone de Baie-Comeau.

LIMITES DES MUNICIPALITÉS RÉGIONALES DE COMTÉ DE LA CÔTE-NORD



CONCLUSION ET PERSPECTIVES

De ce portrait socio-économique de la Côte-Nord, il ressort que:

1° sur le plan économique, la croissance globale est encore positive. Quelques grandes entreprises réalisent des investissements majeurs dans l'agrandissement et la rénovation de leur usine ou la fabrication de produits nouveaux, plusieurs PME ont été mises sur pied, de nombreux emplois ont été créés et les investissements totaux privés et publics se comparent relativement bien à ceux des dernières années. Cependant la restructuration à l'échelle internationale de l'industrie de l'acier oblige les producteurs de fer à réviser à la baisse l'exploitation de ce minerai, d'où cette situation difficile dans l'axe de Sept-Iles/Port-Cartier/Villes nordiques.

2° de façon spécifique, le secteur manufacturier régional conserve, encore en 1983, une structure trop simple reposant essentiellement sur deux industries "Papiers et produits connexes" considérée déjà par des experts comme n'étant plus secteur d'avenir et "Première transformation des métaux" plus prometteuse puisqu'il s'agit d'aluminium. Mais cette structure industrielle rend l'économie régionale bien vulnérable posant alors dans toute son acuité la question vitale de la diversification de l'économie de la Côte-Nord.

3° les deux zones limites de la région, c'est-à-dire celles de Forestville et de la Basse Côte-Nord, semblent à certains égards exclues de l'activité économique motrice nord-côtière.

4° sur le plan social, la région est plus scolarisée qu'il y a dix ans mais l'écart de son taux de scolarisation avec le reste du Québec ne s'est pas rétréci de façon sensible. Il en est de même pour la santé où les améliorations sont nettes à l'échelle de la région mais pas en comparaison avec le reste du Québec.

5° sur le plan culturel, le progrès est certain pour l'accès des résidants de la région aux principaux signaux de radio et de télévision. Cependant, la question de musées, de salles de spectacles de qualité, entre autres, marque le pas.

Somme toute, en même temps que la Côte-Nord doit continuer à bénéficier de programmes de rattrapage susceptibles de combler ses écarts avec le reste du Québec à divers niveaux tels que l'éducation, la santé, le domaine culturel, les loisirs, etc., il faut désormais à la région un plan d'interventions de dynamisation économique capable au minimum de consolider les acquis de la forte croissance connue au cours des trente dernières années. Ce plan, pour être efficace, devrait avoir la préoccupation du développement respectif des zones et de leurs secteurs de forces plutôt que la seule préoccupation d'indicateurs économiques régionaux à améliorer ou de moyennes régionales globales à bonifier. Cette approche aurait au moins l'avantage de prendre toujours en compte les parties sans perdre de vue l'ensemble. Dans cette optique, force est déjà de reconnaître que:

- La zone de Forestville a un urgent besoin d'un programme spécial de développement pour la sortir de sa stagnation chronique. Agriculture d'élevage, agriculture de transformation, plus de valeur ajoutée dans son exploitation forestière, exploration systématique et soutenue de son sous-sol, exploitation maximale de ses potentialités de pêches (mets surgelés par exemple), développement véritable de ses possibilités touristiques, etc. peuvent être des avenues intéressantes.

- La zone de Baie-Comeau devrait profiter de sa situation économique actuelle relativement forte pour planifier une intensification de son développement via particulièrement la diversification de ses activités productives industrielles. Il faut espérer qu'au préalable une attention spéciale sera prêtée à la formation et au perfectionnement de la main-d'oeuvre régionale car beaucoup d'entreprises modulent leurs stratégies d'implantation selon le niveau de qualification de main-d'oeuvre disponible.

- La zone de Sept-Iles/Port-Cartier absorberait mieux et avec plus de contrôle les effets négatifs de la restructuration présente de son économie minière si étaient mis en branle au plus tôt des projets moteurs de l'envergure d'une aluminerie à Sept-Iles et de l'usine Rayonier à Port-Cartier.

- La Basse Côte-Nord gagnerait à se définir plus qu'une économie simple de pêches en se trouvant d'autres activités industrielles et commerciales lui permettant d'assurer graduellement une intégration économique significative à l'ensemble régional. La situation générale de cette zone nécessite un accroissement des investissements d'infrastructures.

En aucun cas, cette planification par zone ne saurait minimiser la vision d'ensemble et ce bilan socio-économique 1983 veut contribuer autant à promouvoir un meilleur développement des sous-régions spécifiques du territoire qu'à proposer une certaine cohérence des interventions dites de développement régional.

POOR

QUALITY

ORIGINAL